



Eurobaromètre Standard 80 Automne 2013

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPÉENNE

PREMIERS RÉSULTATS

Terrain : novembre 2013

Publication : décembre 2013

Cette étude a été commandée et coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication.

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 80 / Automne 2013 – TNS opinion & social

Eurobaromètre Standard 80
Automne 2013

Premiers résultats

Etude réalisée par TNS opinion & social à la demande de
la Commission européenne,
Direction générale Communication

Etude coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication
(DG COMM Unité « Stratégie, actions de communication
corporate et Eurobaromètre »)

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
I. LES EUROPEENS ET LES INSTITUTIONS POLITIQUES	6
1. CONFIANCE DANS LES GOUVERNEMENTS ET PARLEMENTS NATIONAUX, ET DANS L'UNION EUROPEENNE : TENDANCE	6
2. IMAGE DE L'UNION EUROPEENNE : TENDANCE.....	7
3. MA VOIX COMPTE DANS L'UNION EUROPEENNE : TENDANCE	8
4. MA VOIX COMPTE DANS L'UNION EUROPEENNE : RESULTATS NATIONAUX	9
5. FUTUR DE L'UNION EUROPEENNE : TENDANCE.....	10
6. FUTUR DE L'UNION EUROPEENNE : RESULTATS NATIONAUX.....	11
II. LES PRINCIPALES PREOCCUPATIONS DES EUROPEENS	12
1. PRINCIPALES PREOCCUPATIONS AU NIVEAU NATIONAL	12
2. PRINCIPALES PREOCCUPATIONS AU NIVEAU NATIONAL : RESULTATS NATIONAUX	13
3. PRINCIPALES PREOCCUPATIONS AU NIVEAU PERSONNEL	15
4. PRINCIPALES PREOCCUPATIONS AU NIVEAU PERSONNEL : RESULTATS NATIONAUX	16
5. PRINCIPALES PREOCCUPATIONS AU NIVEAU EUROPEEN.....	18
6. PRINCIPALES PREOCCUPATIONS AU NIVEAU EUROPEEN : RESULTATS NATIONAUX.....	19
III. LES EUROPEENS ET LA SITUATION ECONOMIQUE	21
1. EVALUATION DE LA SITUATION ACTUELLE : ASPECTS GENERAUX ET PERSONNELS	21
2. SITUATION ACTUELLE DE L'ECONOMIE AU NIVEAU NATIONAL : TENDANCE.....	22
3. SITUATION ACTUELLE DE L'ECONOMIE AU NIVEAU NATIONAL : RESULTATS NATIONAUX ET EVOLUTION	23
4. ATTENTES POUR LES DOUZE PROCHAINS MOIS : ASPECTS GENERAUX ET PERSONNELS ...	25
5. ATTENTES POUR LES DOUZE PROCHAINS MOIS CONCERNANT L'ECONOMIE AU NIVEAU NATIONAL : RESULTATS NATIONAUX ET EVOLUTION	26
IV. LA CRISE	28
1. SOUTIEN EN FAVEUR D'UNE UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE EUROPEENNE AVEC UNE SEULE MONNAIE, L'EURO : TENDANCE	28
2. SOUTIEN EN FAVEUR D'UNE UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE EUROPEENNE AVEC UNE SEULE MONNAIE, L'EURO : RESULTATS NATIONAUX.....	29
3. IMPACT DE LA CRISE SUR L'EMPLOI : TENDANCE	30
4. IMPACT DE LA CRISE SUR L'EMPLOI : RESULTATS NATIONAUX ET EVOLUTIONS	31
5. QUI PEUT AGIR LE PLUS EFFICACEMENT CONTRE LA CRISE ?	33

V. EUROPE 2020	34
1. IMPORTANCE PERÇUE DES INITIATIVES DE LA STRATEGIE EUROPE 2020	34
2. LES OBJECTIFS D'EUROPE 2020	36
3. BILAN	37
VI. LA CITOYENNETE EUROPEENNE	38
1. LE SENTIMENT DE CITOYENNETE EUROPEENNE : TENDANCE	38
2. LE SENTIMENT DE CITOYENNETE EUROPEENNE : RESULTATS NATIONAUX	38
3. CONNAISSANCE DES DROITS DU CITOYEN EUROPEEN : TENDANCE	39
4. CONNAISSANCE DES DROITS DU CITOYEN EUROPEEN : RESULTATS NATIONAUX	40
5. INFORMATION SUR LES DROITS DU CITOYEN EUROPEEN : TENDANCE	41
6. INFORMATION SUR LES DROITS DU CITOYEN EUROPEEN : RESULTATS NATIONAUX	42
7. LES RESULTATS LES PLUS POSITIFS DE L'UNION EUROPEENNE	43
CONCLUSION	44
ANNEXES	
SPECIFICATIONS TECHNIQUES	

INTRODUCTION

Ce rapport présente les premiers résultats obtenus dans le cadre de l'Eurobaromètre Standard 80, qui a été réalisé entre le 2 et le 17 novembre 2013, dans 34 pays ou territoires¹ : les 28 Etats membres² de l'Union européenne, les cinq pays candidats (l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie, l'Islande, le Monténégro et la Serbie), et la communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre.

Ce rapport fournit une sélection de données sur différents sujets tels que l'économie et la situation politique européenne. Il est publié conjointement aux résultats de l'Eurobaromètre Standard sur la crise économique et les autres tendances politiques dans l'UE, qui sont repris dans un document annexe.

La précédente enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2013 (EB79) avait été marquée par la relative stabilité des indicateurs portant sur l'évaluation de la situation économique actuelle. A l'inverse, les anticipations pour les 12 mois suivants faisaient ressortir un recul des opinions pessimistes.

Quelques jours avant le lancement de cette enquête, la Commission européenne a publié ses prévisions économiques pour l'automne 2013³. La croissance du PIB au deuxième semestre 2013 devrait atteindre 0,5% par rapport à la même période en 2012, soit une croissance du PIB nulle pour l'année 2013 dans l'UE et de -0,4% dans la zone euro. En 2014, l'activité économique devrait croître de 1,4% dans l'UE et de 1,1% dans la zone euro. Les statistiques sur le chômage ont été publiées le 31 octobre 2013⁴. En septembre 2013, le taux de chômage au sein de l'UE28 s'était stabilisé par rapport à août 2013 mais avait progressé par rapport à septembre 2012, de 11,6 % à 12,2 % dans la zone euro et de 10,6 % à 11 % dans l'UE28.

Depuis l'Eurobaromètre Standard du printemps 2013 (EB79), des élections nationales ont eu lieu en Allemagne, en Autriche, au Luxembourg et en République tchèque. Au moment de l'enquête, des négociations se poursuivaient dans ces quatre pays au sujet de la composition des gouvernements.

Ce rapport, divisé en six grandes parties, se concentre sur les résultats obtenus dans les 28 Etats membres de l'UE. La première partie s'intéresse à l'opinion des Européens à l'égard de leurs institutions politiques, qu'il s'agisse des gouvernements ou parlements nationaux, ou de l'UE et de ses institutions. La seconde partie porte sur les principales préoccupations des Européens aux niveaux personnel, national et européen et sur leurs attentes pour les douze prochains mois.

¹ Veuillez consulter les spécifications techniques pour connaître les dates exactes des entretiens dans chaque pays.

² C'est le premier Eurobaromètre Standard depuis l'adhésion de la Croatie à l'UE le 1er juillet 2013. Les résultats présentés dans ce rapport représentent donc la moyenne pour les 28 Etats membres.

³ http://ec.europa.eu/economy_finance/eu/forecasts/2013_autumn_forecast_en.htm, publié le 5 novembre 2013.

⁴ http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-31102013-BP/FR/3-31102013-BP-FR.PDF

Le rapport s'intéresse ensuite à la manière dont les personnes interrogées perçoivent la situation économique actuelle, tandis que la quatrième partie est consacrée à l'euro et aux problèmes soulevés par la crise. La cinquième partie analyse le point de vue des Européens sur les différentes initiatives de la stratégie Europe 2020 et sur les orientations prises par l'Union européenne pour sortir de la crise. Enfin, la dernière partie du rapport traite de la citoyenneté européenne.

Ces questions ont déjà été posées lors des précédentes vagues d'enquêtes Eurobaromètre Standard, ce qui permet d'analyser les tendances de l'opinion.

La méthodologie utilisée est celle des enquêtes Eurobaromètre de la Direction générale Communication (Unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre »)⁵. Une note technique relative aux entretiens réalisés par les instituts du réseau TNS Opinion & Social est présentée en annexe à ce rapport. Elle précise également les intervalles de confiance⁶.

Les abréviations utilisées dans ce rapport sont les suivantes :

ABRÉVIATIONS			
BE	Belgique	LV	Lettonie
CZ	République tchèque	LU	Luxembourg
BG	Bulgarie	HU	Hongrie
DK	Danemark	MT	Malte
DE	Allemagne	NL	Pays-Bas
EE	Estonie	AT	Autriche
EL	Grèce	PL	Pologne
ES	Espagne	PT	Portugal
FR	France	RO	Roumanie
HR	Croatie		
IE	Irlande	SI	Slovénie
IT	Italie	SK	Slovaquie
CY	République de Chypre*	FI	Finlande
LT	Lituanie	SE	Suède
		UK	Royaume-Uni
CY (tcc)	Communauté chypriote turque	UE28	Union européenne – 28 Etats membres
TR	Turquie		
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine**	ZONE EURO	BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK
IS	Islande	ZONE NON-EURO	BG, CZ, DK, LV, LT, HU, PL, RO, SE, UK
ME	Monténégro		
RS	Serbie		

* Chypre dans son ensemble est l'un des 28 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE28. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : communauté chypriote turque]

** Abréviation provisoire ne préjugant pas de la nomenclature définitive de ce pays qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies

* * * * *

Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées à travers l'Europe qui ont pris le temps de participer à ce sondage.

Sans leur participation active, cette enquête n'aurait pas été possible.

⁵ http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

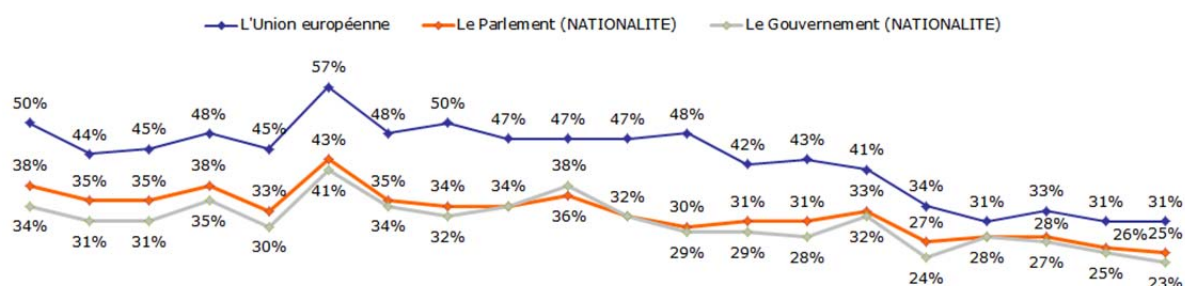
⁶ Les tableaux de résultats se trouvent en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages présentés dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% lorsque la personne interrogée a la possibilité de donner plusieurs réponses à une même question.

I. LES EUROPEENS ET LES INSTITUTIONS POLITIQUES

1. CONFIANCE DANS LES GOUVERNEMENTS ET PARLEMENTS NATIONAUX, ET DANS L'UNION EUROPEENNE : TENDANCE

Si la confiance dans les institutions politiques nationales continue à s'éroder (23%, -2 points de pourcentage par rapport au printemps 2013 pour les gouvernements nationaux, et 25%, -1 pour les parlements nationaux), la confiance à l'égard de l'Union européenne est relativement plus forte (31%, inchangé). La proportion des Européens ne faisant pas confiance à leur gouvernement national (72%, +1) ou à leur parlement national (69%, +1), progresse, tandis que le nombre de personnes interrogées ne faisant pas confiance à l'Union européenne subit un léger recul (58%, -2).

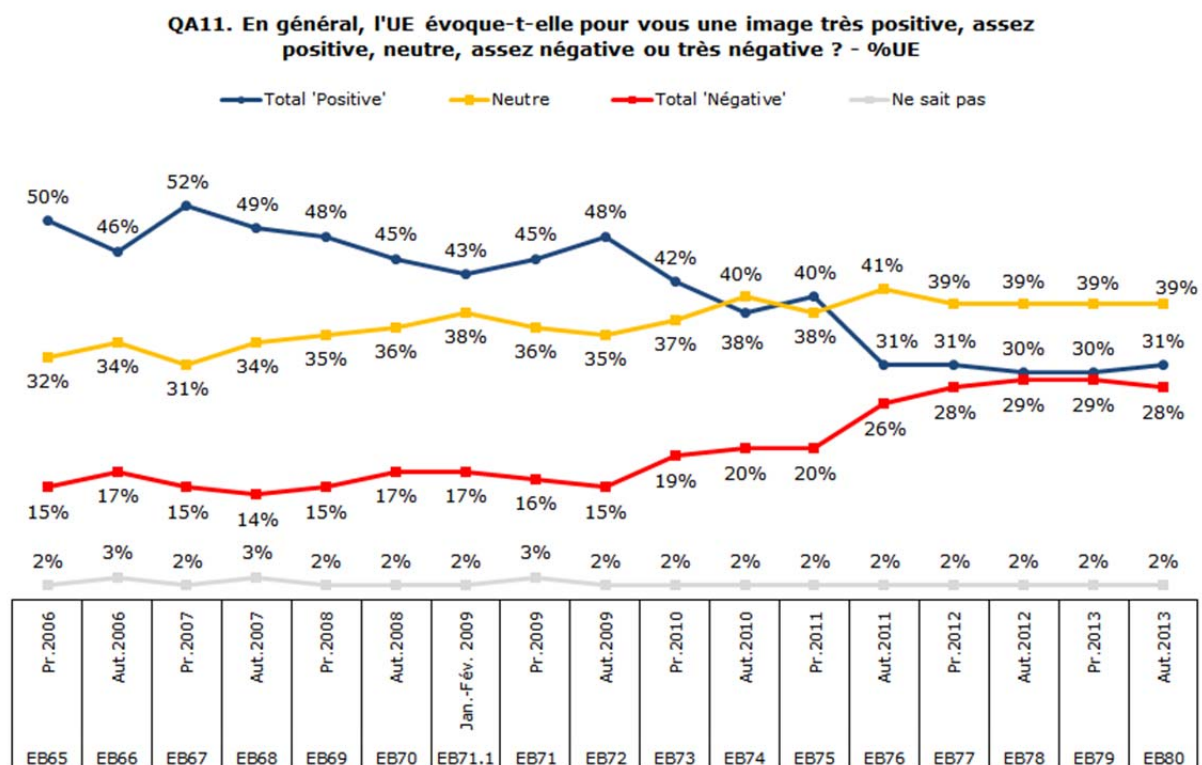
QA10. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ?
- Plutôt confiance - %UE



Aut. 2004	Pr. 2005	Aut. 2005	Pr. 2006	Aut. 2006	Pr. 2007	Aut. 2007	Pr. 2008	Aut. 2008	Jan.-Fév. 2009	Pr. 2009	Aut. 2009	Pr. 2010	Aut. 2010	Pr. 2011	Aut. 2011	Pr. 2012	Aut. 2012	Pr. 2013	Aut. 2013
EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68	EB69	EB70	EB71.1	EB71	EB72	EB73	EB74	EB75	EB76	EB77	EB78	EB79	EB80

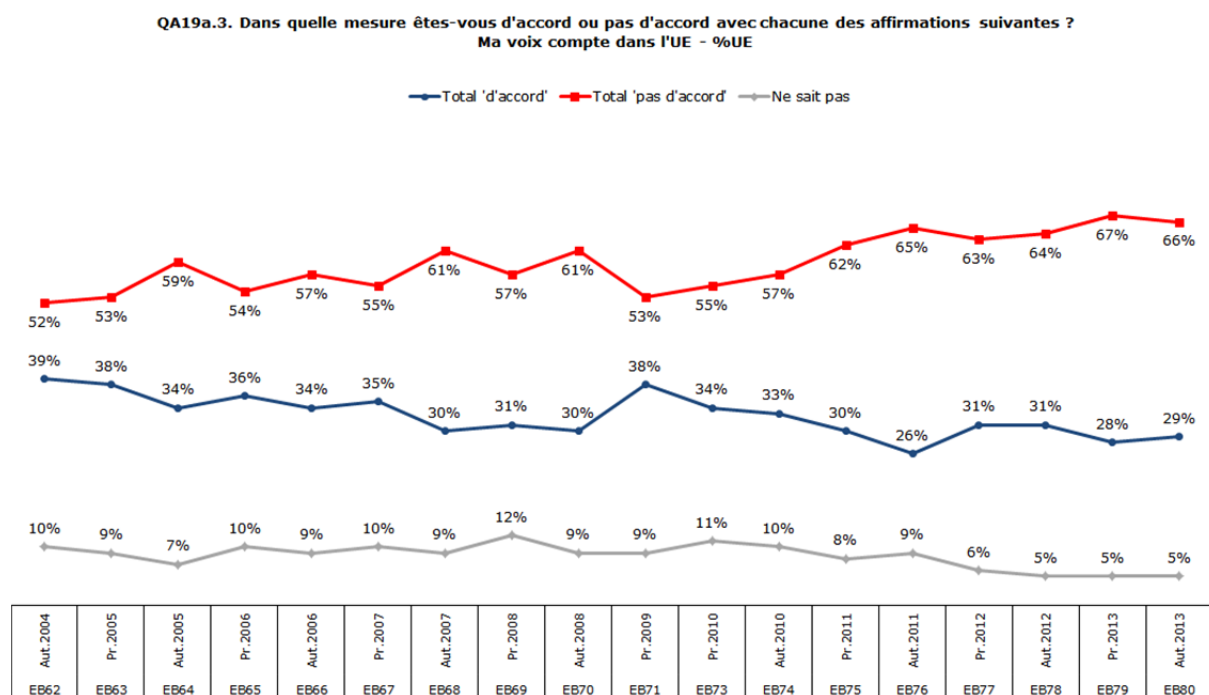
2. IMAGE DE L'UNION EUROPEENNE : TENDANCE

Une majorité relative d'Européens a une image neutre de l'UE (39%, inchangé par rapport au printemps 2013). Toutefois, la proportion de personnes interrogées affirmant avoir une image positive de l'UE progresse légèrement (31%, +1), tandis que le nombre des personnes interrogées qui en ont une image négative connaît un léger recul (28%, -1).



3. MA VOIX COMPTE DANS L'UNION EUROPEENNE : TENDANCE

Deux tiers des Européens pensent que leur voix ne compte pas dans l'UE (66%, -1 point de pourcentage par rapport au printemps 2013). Malgré une amélioration d'un point, le nombre d'Européens estimant que leur voix compte dans l'UE est encore inférieur à trois sur dix (29%).

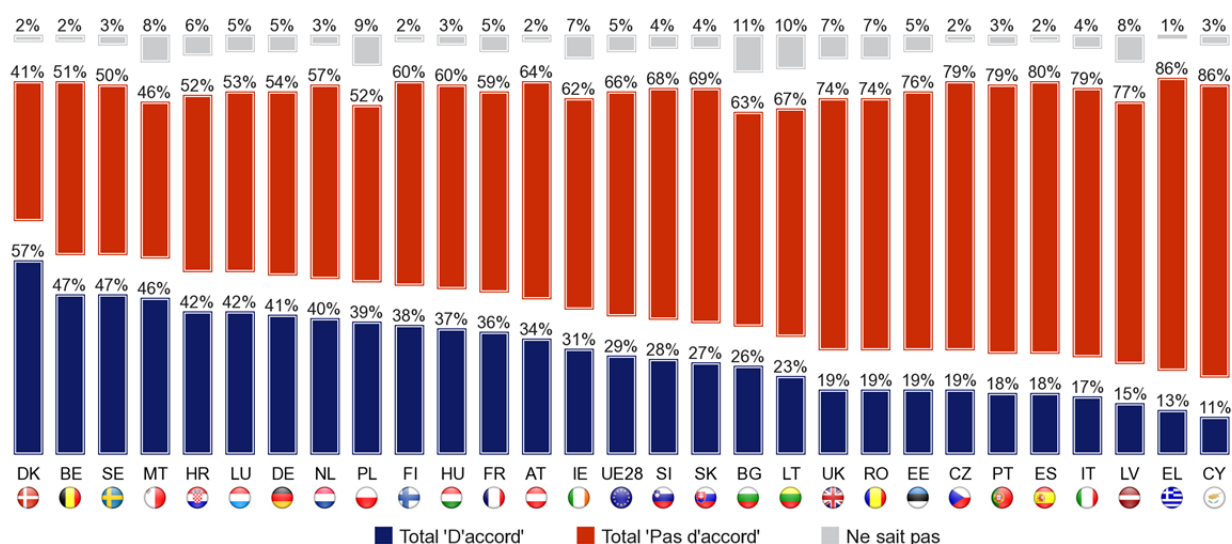


4. MA VOIX COMPTE DANS L'UNION EUROPEENNE : RESULTATS NATIONAUX

Le Danemark se singularise du reste de l'UE : une large majorité des personnes interrogées dans ce pays pense que leur voix compte dans l'UE (57% contre 41%). Au moins 40% des personnes interrogées partagent cette opinion en Belgique (47%), en Suède (47%), à Malte (46%), en Croatie (42%), au Luxembourg (42%), en Allemagne (41%) et aux Pays-Bas (40%). Toutefois, dans 26 Etats membres, une nette majorité des personnes interrogées pense que leur voix ne compte pas dans l'UE, dans des proportions qui varient de 50% en Suède et 51% en Belgique, à 86% à Chypre et en Grèce. A Malte, les citoyens sont divisés à parts égales : 46% sont d'avis que leur voix compte, 46% sont d'un avis contraire.

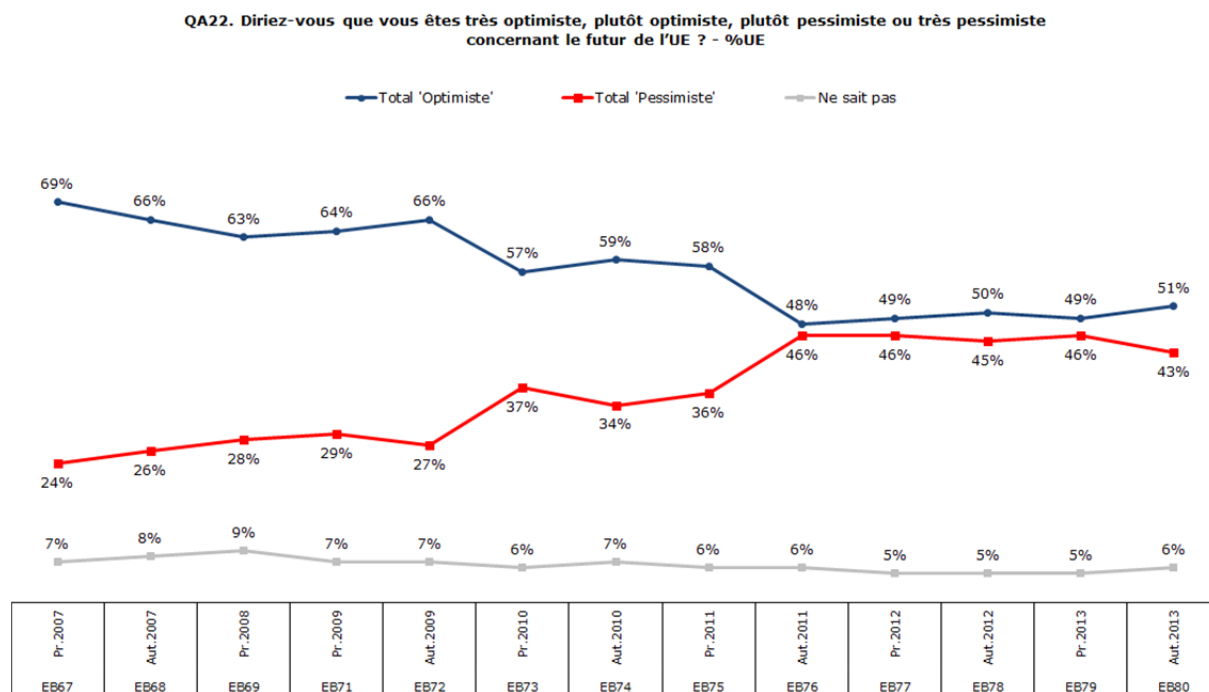
QA19a.3. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

Ma voix compte dans l'UE



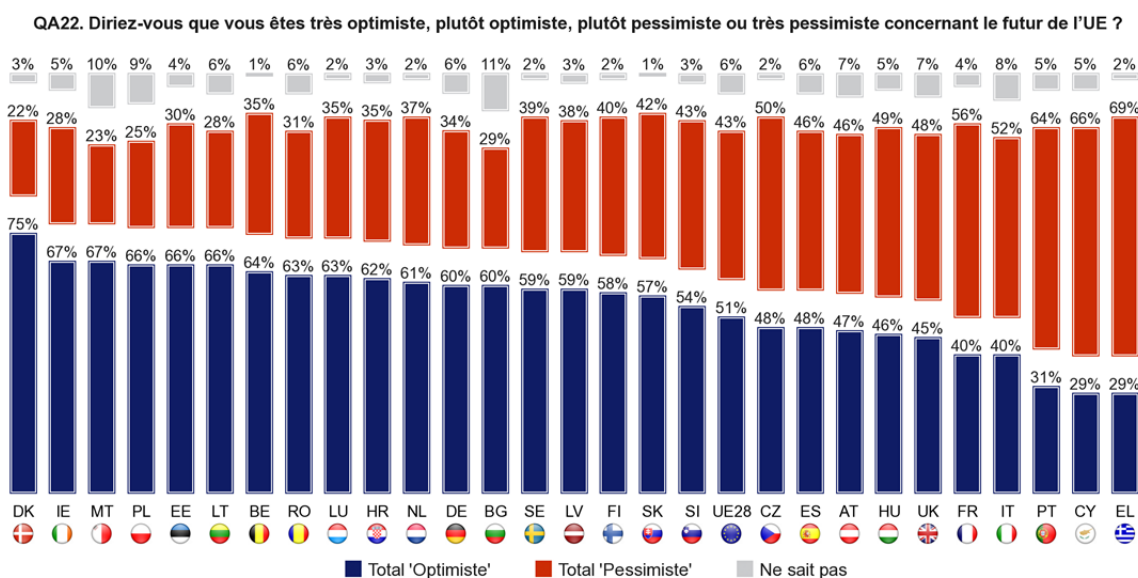
5. FUTUR DE L'UNION EUROPEENNE : TENDANCE

Plus de la moitié des Européens sont optimistes concernant le futur de l'UE (51%, +2 points de pourcentage par rapport au printemps 2013). A l'inverse, le pessimisme recule (43%, -3). Huit points de pourcentage séparent désormais les optimistes des pessimistes, ce qui représente l'écart le plus important observé depuis le printemps 2011 (EB75).



6. FUTUR DE L'UNION EUROPEENNE : RESULTATS NATIONAUX

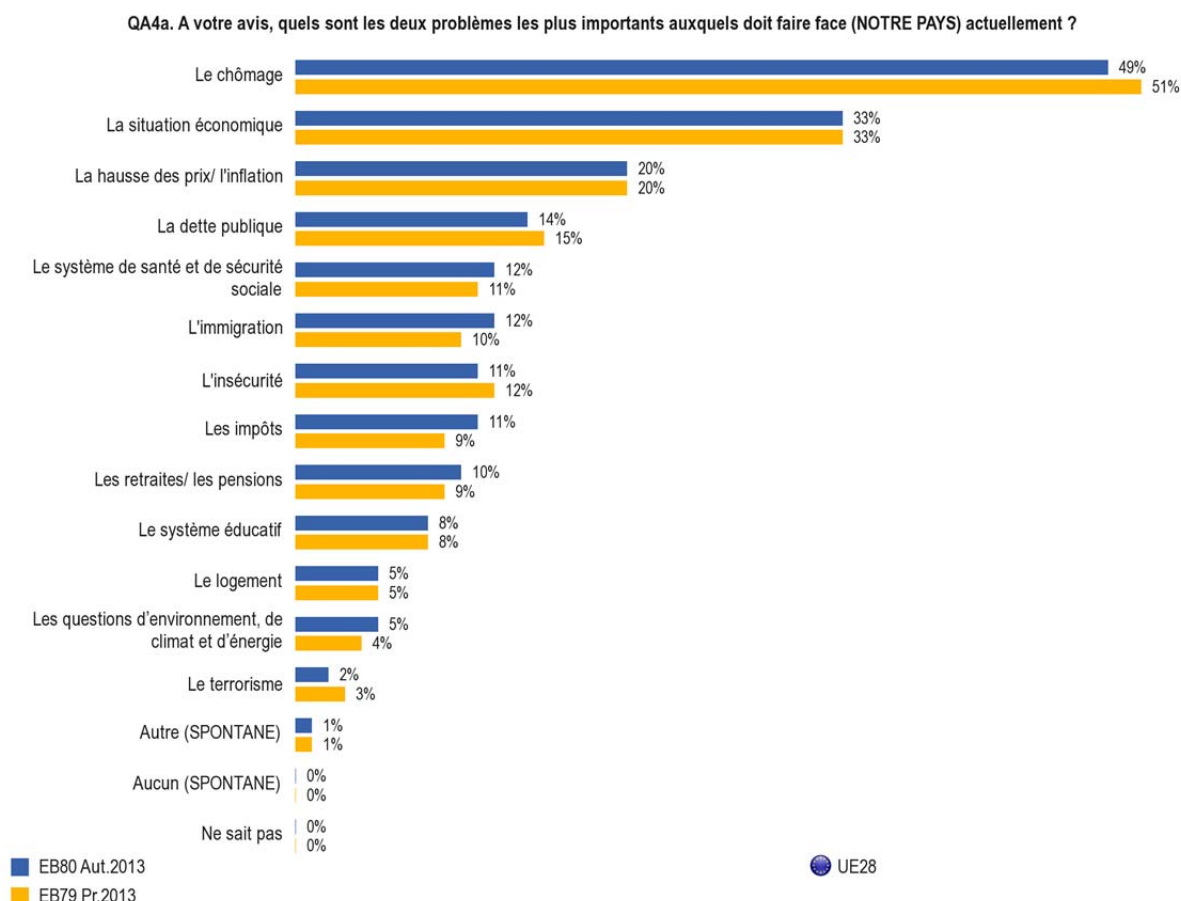
Dans 20 pays, la majorité des personnes interrogées indique être optimiste quant au futur de l'UE (pour 19 pays au printemps 2013). Les pays comptant au moins deux tiers de personnes interrogées optimistes quant au futur de l'UE sont désormais au nombre de six : le Danemark, qui était le seul pays dans ce cas au printemps 2013 (75%, +3) est rejoint par l'Irlande (67%, +9), Malte (67%, +4), la Pologne (66%, +3), l'Estonie (66%, +2) et la Lituanie (66%, +2). Dans l'ensemble, l'optimisme a gagné du terrain dans 22 Etats membres : outre la hausse de 9 points observée en Irlande, de fortes hausses sont également relevées en Espagne (48%, +8) et en République tchèque (48%, +6). A l'inverse, huit Etats membres rassemblent une majorité de pessimistes : la Grèce, Chypre, le Portugal, la France, l'Italie, la Hongrie, le Royaume-Uni et la République tchèque. L'optimisme a reculé dans quatre Etats membres : en France (40%, -4), en Italie (40%, -4), en Autriche (47%, -1) et en Grèce (29%, -1).



II. LES PRINCIPALES PREOCCUPATIONS DES EUROPEENS

1. PRINCIPALES PREOCCUPATIONS AU NIVEAU NATIONAL

Le chômage reste le premier sujet de préoccupation des Européens au niveau national : il est évoqué par près de la moitié des Européens (49%, -2 points de pourcentage, c'est la première fois que ce thème perd du terrain depuis l'Eurobaromètre Standard du printemps 2011, EB76), loin devant la situation économique (33%, inchangé), la hausse des prix (20%, inchangé) et la dette publique (14%, -1), confirmant l'importance accordée aux sujets d'ordre économique. Dans l'ensemble, ces résultats restent stables par rapport au printemps 2013, les variations n'excédant pas deux points : les préoccupations liées au chômage baissent de deux points et celles liées à l'immigration progressent de deux points (à 12%), après une hausse de deux points entre l'automne 2012 et le printemps 2013. Les impôts sont également mentionnés plus souvent qu'au printemps 2013 (11%, +2).



































2. PRINCIPALES PREOCCUPATIONS AU NIVEAU NATIONAL : RESULTATS NATIONAUX

Dans une large majorité des Etats membres, les personnes interrogées considèrent le chômage comme l'enjeu principal auquel est confronté leur pays : malgré une légère baisse au niveau de l'UE, il est désormais le sujet de préoccupation le plus cité dans 22 pays, alors qu'au printemps 2013, ce phénomène concernait 21 pays. La situation économique est la principale préoccupation aux Pays-Bas (53%) et en Roumanie (41%). L'inflation arrive en tête en Estonie (50%), en Lituanie (40%) et en Allemagne (25%), où la dette publique ne représente plus le premier sujet de préoccupation pour la première fois depuis que cette réponse a été proposée à l'automne 2010⁷. Malte continue à se singulariser des autres Etats membres : elle est le seul pays où la principale préoccupation des personnes interrogées n'a pas directement trait à l'économie (c'est l'immigration, à 63%, à la suite d'une hausse de 34 points) et où le chômage ne fait pas partie des trois premières préoccupations nationales.

⁷ Eurobaromètre Standard 74.

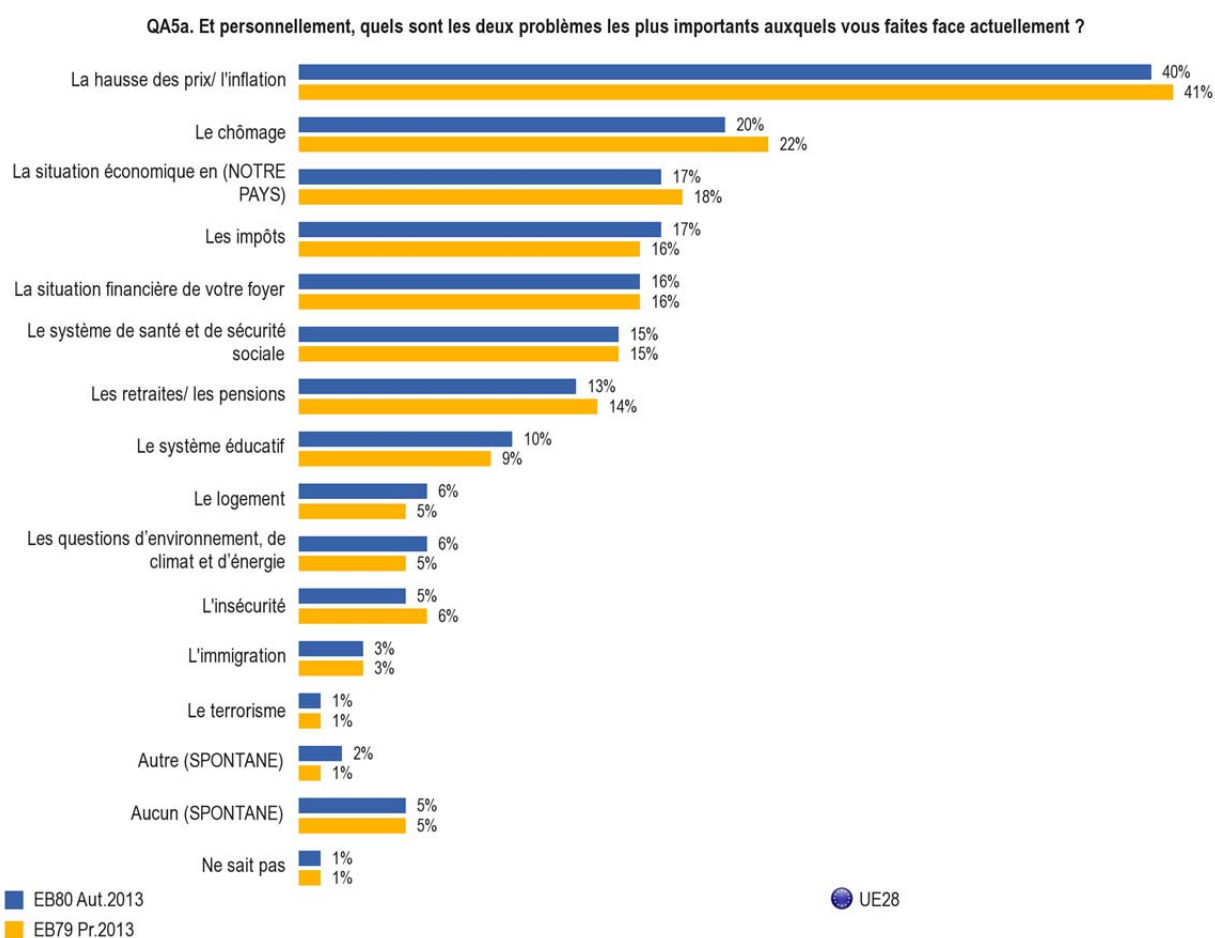
QA4a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?

		Le chômage	La situation économique	La hausse des prix/ l'inflation	La dette publique	Le système de santé et de sécurité sociale	L'immigration	L'insécurité	Les impôts	Les retraites/ les pensions	Le système éducatif	Le logement	Les questions d'environnement, de climat et d'énergie	Le terrorisme
	UE28	49%	33%	20%	14%	12%	12%	11%	11%	10%	8%	5%	5%	2%
	BE	43%	30%	18%	18%	6%	16%	17%	17%	13%	4%	6%	5%	1%
	BG	50%	43%	19%	1%	22%	23%	16%	2%	8%	4%	1%	2%	1%
	CZ	46%	35%	30%	21%	13%	2%	13%	6%	16%	2%	3%	3%	1%
	DK	45%	36%	7%	6%	22%	17%	19%	5%	3%	16%	2%	15%	2%
	DE	20%	13%	25%	23%	12%	16%	12%	7%	19%	20%	7%	15%	2%
	EE	31%	33%	50%	1%	25%	2%	7%	10%	13%	10%	0%	2%	0%
	IE	65%	40%	13%	16%	15%	9%	14%	13%	3%	4%	4%	1%	1%
	EL	65%	52%	7%	15%	8%	5%	13%	20%	3%	2%	1%	0%	3%
	ES	74%	48%	9%	7%	11%	2%	6%	5%	6%	8%	4%	1%	1%
	FR	59%	37%	15%	13%	7%	12%	16%	13%	8%	5%	6%	5%	1%
	HR	74%	47%	13%	18%	3%	1%	25%	3%	5%	1%	1%	0%	0%
	IT	56%	42%	22%	11%	3%	8%	6%	27%	4%	1%	2%	1%	1%
	CY	77%	74%	5%	11%	1%	5%	9%	5%	1%	1%	1%	1%	0%
	LV	48%	37%	26%	5%	18%	11%	6%	19%	10%	7%	2%	0%	0%
	LT	37%	31%	40%	8%	9%	8%	19%	23%	7%	4%	2%	3%	0%
	LU	49%	20%	15%	12%	4%	11%	9%	7%	7%	13%	38%	5%	1%
	HU	53%	36%	29%	11%	15%	2%	15%	6%	7%	3%	5%	2%	1%
	MT	11%	19%	19%	15%	11%	63%	9%	6%	13%	3%	6%	15%	1%
	AT	35%	28%	31%	24%	11%	13%	10%	9%	12%	14%	3%	5%	2%
	NL	48%	53%	7%	13%	31%	4%	10%	6%	11%	7%	3%	4%	1%
	PL	63%	23%	32%	12%	17%	3%	4%	6%	11%	2%	3%	1%	1%
	PT	71%	39%	22%	14%	9%	1%	3%	14%	8%	3%	1%	0%	1%
	RO	33%	41%	34%	8%	18%	1%	18%	12%	14%	8%	4%	1%	1%
	SI	50%	46%	10%	18%	6%	0%	17%	30%	6%	2%	1%	1%	0%
	SK	61%	34%	32%	11%	18%	1%	8%	6%	9%	4%	4%	3%	1%
	FI	49%	32%	12%	26%	34%	5%	5%	6%	8%	4%	4%	8%	0%
	SE	57%	18%	1%	1%	35%	13%	9%	3%	4%	31%	5%	21%	1%
	UK	35%	23%	18%	14%	15%	33%	15%	6%	8%	7%	10%	6%	4%

 1er ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITE
 2ème ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITE
 3ème ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITE

3. PRINCIPALES PREOCCUPATIONS AU NIVEAU PERSONNEL

Les principales préoccupations personnelles des Européens conservent des niveaux relativement stables par rapport au printemps 2013 : après la baisse de trois points enregistrée au printemps 2013, la hausse des prix/l'inflation continue à perdre un peu de terrain mais reste, de loin, la principale préoccupation personnelle des Européens (40%, -1). Seul le chômage enregistre une variation de deux points par rapport au printemps 2013 (20%, -2). Les autres réponses restent inchangées, ou ne varient que de façon minimale (1 point de variation au maximum).



4. PRINCIPALES PREOCCUPATIONS AU NIVEAU PERSONNEL : RESULTATS NATIONAUX

Comme pour les préoccupations nationales, les principales préoccupations personnelles des Européens sont dominées par les thèmes économiques touchant l'UE : dans presque tous les pays, au moins l'une des préoccupations principales personnelles des personnes interrogées a trait à l'économie. L'inflation domine : elle arrive en tête des principales préoccupations personnelles des Européens dans 20 pays. Le chômage l'emporte au Danemark (19%), en Irlande (33%) et en Espagne (39%). En Grèce, les impôts constituent la principale préoccupation personnelle (36%). La situation financière du ménage est le premier sujet cité en Bulgarie (35%, à égalité avec l'inflation) et à Chypre (43%). Le système de santé et de sécurité sociale n'arrive qu'en sixième position au niveau de l'UE, mais est le principal sujet d'inquiétude dans trois pays : aux Pays-Bas (30%), en Finlande (39%) et en Suède (43%). La Suède est le seul pays où aucune des trois principales préoccupations personnelles n'est de nature économique, le système éducatif (35%) et les questions d'environnement, de climat et d'énergie (24%) complétant ce trio de tête.

QA5a Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ?

	La hausse des prix/ l'inflation	Le chômage	La situation économique en (NOTRE PAYS)	Les impôts	La situation financière de votre foyer	Le système de santé et de sécurité sociale	Les retraites/ les pensions	Le système éducatif	Le logement	Les questions d'environnement, de climat et d'énergie	L'insécurité	L'immigration	Le terrorisme
UE28	40%	20%	17%	17%	16%	15%	13%	10%	6%	6%	5%	3%	1%
BE	42%	16%	12%	22%	13%	7%	13%	8%	7%	12%	12%	5%	1%
BG	35%	26%	28%	5%	35%	22%	15%	6%	1%	2%	7%	2%	1%
CZ	57%	11%	11%	9%	18%	19%	15%	7%	9%	5%	4%	2%	0%
DK	18%	19%	15%	6%	15%	17%	13%	13%	5%	11%	9%	4%	1%
DE	43%	11%	7%	11%	11%	14%	16%	15%	5%	11%	4%	3%	0%
EE	57%	12%	14%	16%	17%	21%	18%	14%	4%	2%	2%	1%	0%
IE	32%	33%	28%	21%	20%	15%	8%	10%	6%	2%	6%	4%	1%
EL	28%	30%	29%	36%	25%	11%	13%	8%	0%	1%	6%	3%	2%
ES	26%	39%	32%	12%	11%	15%	13%	13%	7%	1%	3%	1%	1%
FR	45%	17%	13%	30%	18%	8%	14%	9%	6%	6%	9%	4%	0%
HR	45%	30%	23%	7%	26%	11%	15%	5%	5%	2%	3%	0%	0%
IT	41%	25%	23%	38%	12%	5%	6%	4%	2%	4%	5%	4%	3%
CY	25%	38%	31%	12%	43%	6%	5%	6%	4%	2%	5%	2%	0%
LV	43%	18%	21%	17%	19%	24%	10%	8%	8%	1%	2%	2%	0%
LT	60%	18%	13%	37%	8%	13%	10%	5%	6%	2%	4%	2%	0%
LU	28%	17%	13%	17%	10%	6%	11%	16%	18%	9%	8%	4%	2%
HU	50%	24%	23%	8%	24%	14%	13%	7%	7%	3%	6%	0%	1%
MT	41%	10%	10%	8%	9%	12%	14%	11%	4%	16%	4%	14%	1%
AT	54%	12%	11%	11%	19%	17%	14%	9%	8%	6%	6%	4%	1%
NL	22%	19%	22%	10%	21%	30%	16%	17%	6%	10%	5%	1%	1%
PL	51%	22%	11%	8%	14%	16%	12%	7%	4%	2%	2%	2%	1%
PT	47%	29%	22%	23%	19%	10%	14%	3%	1%	0%	1%	1%	1%
RO	50%	20%	23%	17%	20%	19%	14%	9%	4%	3%	5%	2%	1%
SI	29%	23%	21%	24%	15%	10%	17%	9%	6%	3%	2%	0%	0%
SK	60%	16%	17%	7%	22%	18%	13%	8%	7%	4%	2%	0%	0%
FI	27%	16%	20%	10%	19%	39%	14%	11%	13%	13%	3%	2%	0%
SE	3%	16%	13%	6%	18%	43%	17%	35%	10%	24%	6%	5%	0%
UK	40%	15%	13%	8%	21%	18%	16%	10%	9%	9%	4%	6%	2%

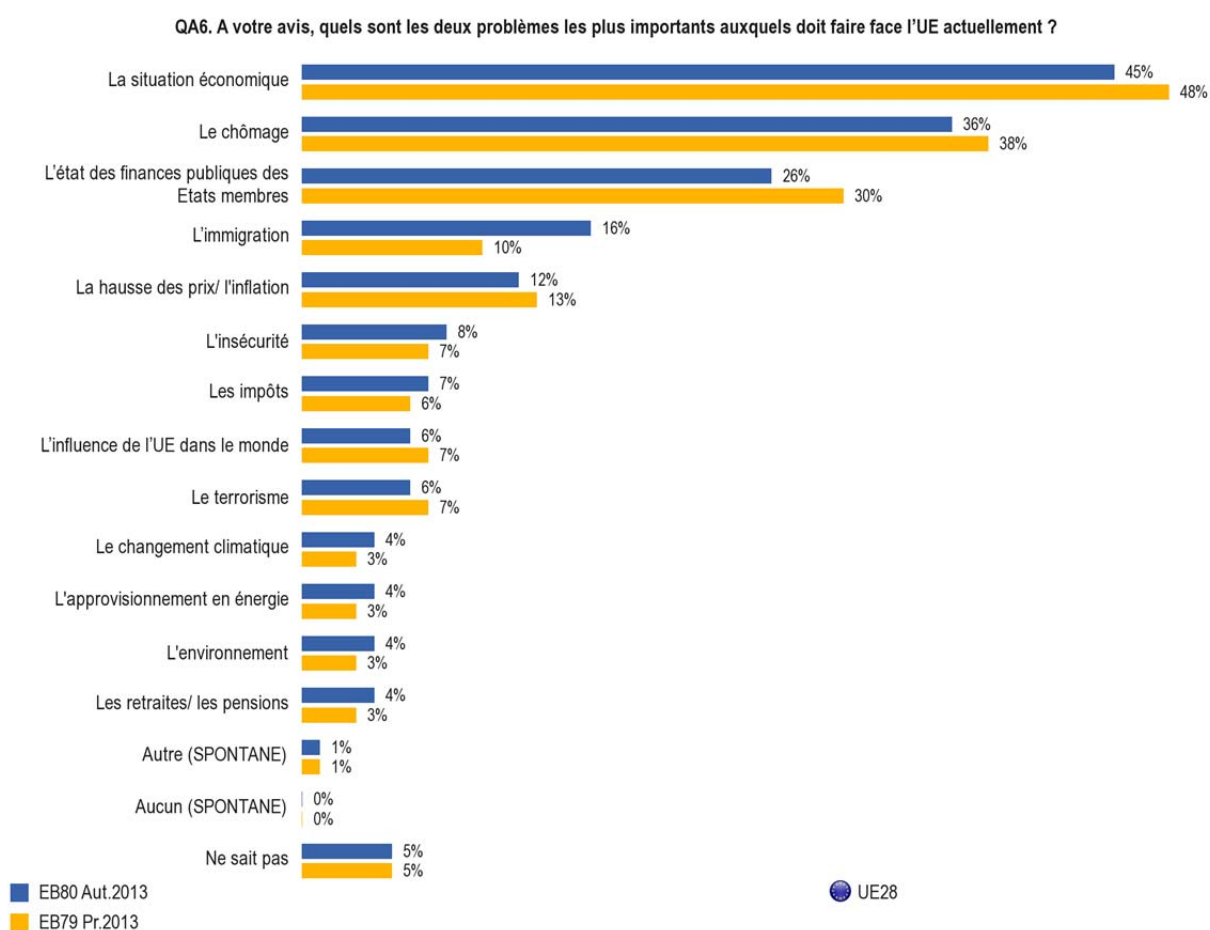
1er ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITE

2ème ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITE

3ème ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITE

5. PRINCIPALES PREOCCUPATIONS AU NIVEAU EUROPEEN






























Par rapport aux résultats nationaux et personnels, les évolutions sont plus marquées en ce qui concerne les principaux problèmes auxquels doit faire face l'UE actuellement : la situation économique conserve sa première place malgré une baisse de trois points qui poursuit la tendance apparue à l'automne 2011 (-14 points, passant de 59% dans l'EB76 à 45% dans le présent Eurobaromètre Standard de l'automne 2013). De même, le chômage (36%, -2) et l'état des finances publiques des Etats membres (26%, -4) ont été moins souvent mentionnés qu'au printemps 2013. L'évolution la plus frappante concerne l'immigration : la hausse de six points révèle une accélération de la tendance observée au printemps 2013 (+2).



6. PRINCIPALES PREOCCUPATIONS AU NIVEAU EUROPEEN : RESULTATS NATIONAUX

Selon les Européens, les trois principaux problèmes auxquels doit faire face l'UE actuellement sont également d'ordre économique : la situation économique arrive en tête des préoccupations dans 22 pays et en seconde position dans les six autres Etats membres. Le chômage est la principale préoccupation au niveau européen à Chypre (61%), en Italie (49%) et au Luxembourg (48%). En Autriche, en Allemagne et en Finlande, l'état des finances publiques des Etats membres est considéré comme le problème le plus important auquel doit faire face l'UE actuellement. L'immigration est citée bien plus fréquemment à Malte que dans le reste de l'Europe (40%, en seconde position, pour 16% au niveau de l'UE), tandis qu'en Italie, les personnes interrogées semblent particulièrement préoccupées par les impôts (21%, en troisième position, pour 7% au niveau de l'UE).

QA6 A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'UE actuellement ?

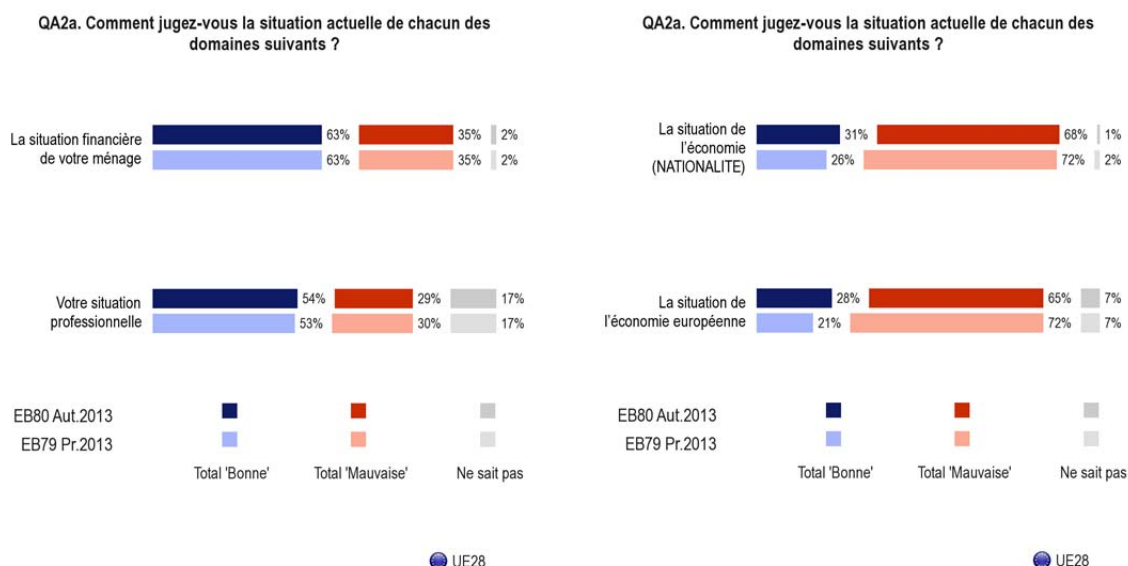
		La situation économique	Le chômage	L'état des finances publiques des Etats membres	L'immigration	La hausse des prix/ l'inflation	L'insécurité	Les impôts	L'influence de l'UE dans le monde	Le terrorisme	Le changement climatique	L'approvisionnement en énergie	L'environnement	Les retraites/ les pensions
	UE28	45%	36%	26%	16%	12%	8%	7%	6%	6%	4%	4%	4%	4%
	BE	48%	36%	26%	21%	11%	11%	6%	7%	7%	4%	4%	3%	7%
	BG	53%	25%	14%	27%	8%	12%	1%	8%	17%	4%	3%	4%	1%
	CZ	43%	28%	37%	13%	14%	7%	3%	10%	8%	2%	5%	5%	5%
	DK	53%	49%	22%	19%	2%	10%	0%	6%	6%	12%	2%	10%	1%
	DE	37%	32%	43%	22%	12%	9%	3%	5%	4%	7%	7%	3%	4%
	EE	43%	19%	33%	22%	13%	7%	5%	8%	7%	2%	5%	4%	2%
	IE	55%	53%	22%	8%	16%	7%	10%	6%	4%	2%	2%	4%	3%
	EL	52%	46%	26%	15%	8%	11%	7%	10%	8%	1%	2%	3%	2%
	ES	58%	46%	21%	8%	9%	5%	8%	5%	2%	2%	1%	1%	4%
	FR	48%	33%	28%	23%	12%	5%	4%	8%	6%	4%	5%	10%	4%
	HR	48%	46%	28%	10%	11%	14%	2%	4%	4%	5%	2%	2%	1%
	IT	44%	49%	14%	16%	17%	6%	21%	4%	4%	1%	1%	2%	3%
	CY	57%	61%	28%	12%	4%	15%	3%	4%	3%	2%	1%	2%	1%
	LV	42%	22%	32%	20%	11%	8%	7%	5%	5%	3%	3%	3%	3%
	LT	42%	26%	20%	14%	14%	13%	10%	3%	7%	4%	6%	2%	2%
	LU	41%	48%	25%	18%	11%	10%	6%	6%	6%	6%	2%	3%	4%
	HU	44%	32%	36%	10%	13%	9%	3%	8%	6%	5%	7%	3%	5%
	MT	43%	31%	28%	40%	6%	11%	2%	4%	4%	3%	4%	3%	4%
	AT	44%	32%	48%	18%	13%	6%	5%	8%	3%	5%	5%	5%	4%
	NL	63%	39%	35%	12%	5%	7%	2%	11%	5%	4%	2%	4%	2%
	PL	36%	32%	20%	9%	17%	5%	5%	5%	8%	4%	3%	4%	4%
	PT	53%	48%	30%	3%	13%	5%	7%	3%	1%	1%	1%	0%	4%
	RO	41%	26%	18%	12%	18%	19%	8%	9%	8%	4%	4%	4%	6%
	SI	50%	41%	33%	10%	6%	13%	5%	5%	2%	3%	2%	2%	2%
	SK	46%	36%	34%	8%	17%	9%	6%	9%	8%	3%	3%	6%	3%
	FI	37%	34%	48%	11%	10%	8%	3%	11%	6%	11%	5%	7%	2%
	SE	55%	36%	28%	16%	1%	4%	1%	7%	3%	21%	6%	18%	0%
	UK	38%	27%	20%	23%	11%	8%	4%	7%	8%	4%	8%	2%	3%

1er ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITE
 2ème ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITE
 3ème ITEM LE PLUS FREQUEMMENT CITE

III. LES EUROPEENS ET LA SITUATION ECONOMIQUE

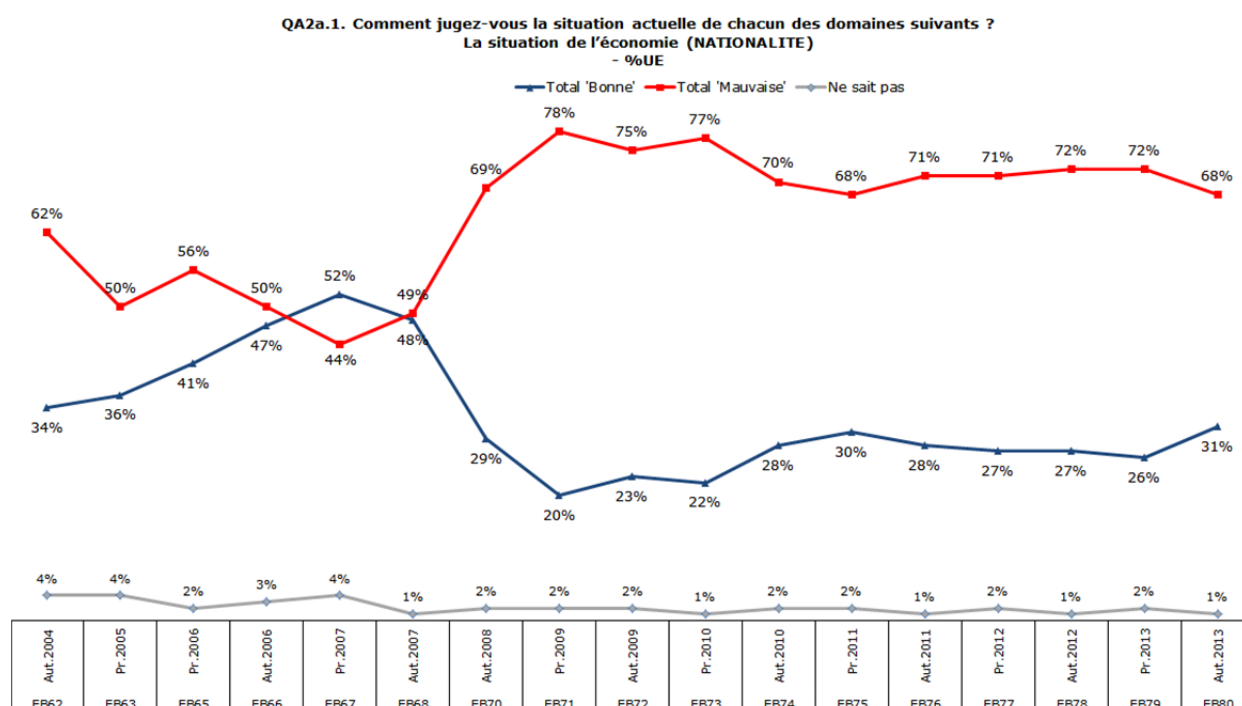
1. EVALUATION DE LA SITUATION ACTUELLE : ASPECTS GENERAUX ET PERSONNELS

Des évolutions positives apparaissent dans la perception de la situation économique au niveau national (total « bonne » +5 points de pourcentage, total « mauvaise » -4) et encore plus au niveau européen (total « bonne » +7, total « mauvaise » -7). Toutefois, les résultats portant sur l'estimation de leur situation personnelle par les personnes interrogées sont quasiment inchangés par rapport à l'enquête précédente du printemps 2013 : près des deux tiers indiquent que la situation financière de leur ménage est bonne (63%, inchangé) et 54% pensent de même en ce qui concerne leur situation professionnelle (+1).



2. SITUATION ACTUELLE DE L'ECONOMIE AU NIVEAU NATIONAL : TENDANCE

Une analyse sur le long terme révèle que, malgré l'amélioration mesurée dans cet Eurobaromètre Standard de l'automne 2013, plus des deux tiers des Européens considèrent que la situation de leur économie nationale est mauvaise, pour la onzième fois d'affilée. Toutefois, la hausse du nombre d'Européens estimant que la situation de leur économie nationale est bonne se traduit par le fait que, pour la première fois depuis l'automne 2007 (EB68), leur proportion dépasse maintenant 30%.



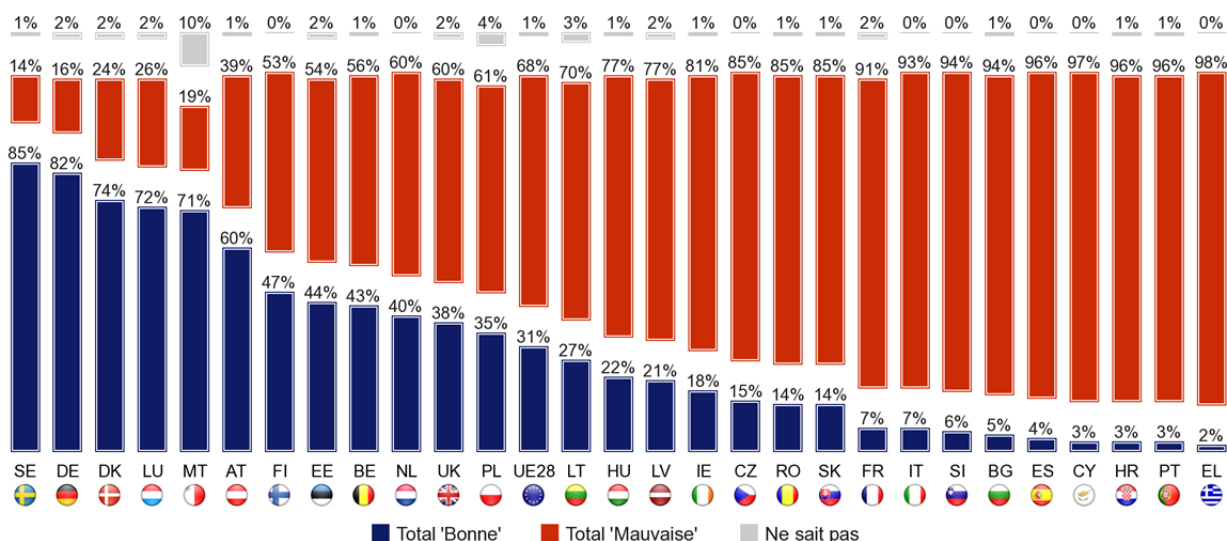
3. SITUATION ACTUELLE DE L'ECONOMIE AU NIVEAU NATIONAL : RESULTATS NATIONAUX ET EVOLUTION

Si les Européens sont plus nombreux qu'au printemps 2013 à considérer que la situation de leur économie nationale est bonne, l'écart se creuse entre les Etats membres : 83 points de pourcentage séparent désormais la Suède, où 85% des personnes interrogées pensent que la situation économique de leur pays est bonne, de la Grèce, où elles ne sont que 2% à partager cette opinion. L'écart le plus important était de 79 points au printemps 2013 (EB79) (entre la Suède et l'Espagne), puis de 74 points à l'automne 2012 (EB78) (entre la Suède et la Grèce). En Suède, en Allemagne, au Danemark, au Luxembourg et à Malte, plus des deux tiers des personnes interrogées considèrent que la situation économique de leur pays est bonne (ce qui n'était le cas que dans trois pays au printemps 2013). A l'inverse, moins de 10% des personnes interrogées partagent cet avis dans neuf pays (pour 11 pays au printemps 2013, la Roumanie et l'Irlande ayant quitté ce groupe).






























Dans 20 Etats membres, la proportion de personnes interrogées estimant que la situation économique de leur pays est bonne a augmenté par rapport au printemps 2013 : les principales évolutions concernent le Danemark (74%, +16 par rapport au printemps 2013), le Royaume-Uni (38%, +14), la Pologne (35%, +13) et l'Irlande (18%, +11). A l'inverse, la proportion de personnes interrogées positives au sujet de la situation économique de leur pays a diminué dans cinq pays, le plus fortement en Finlande (47%, -6) : la Finlande passe ainsi dans le groupe des pays où la majorité des personnes interrogées considère que la situation économique nationale est « mauvaise ».

QA2a.1. Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

La situation de l'économie (NATIONALITE)



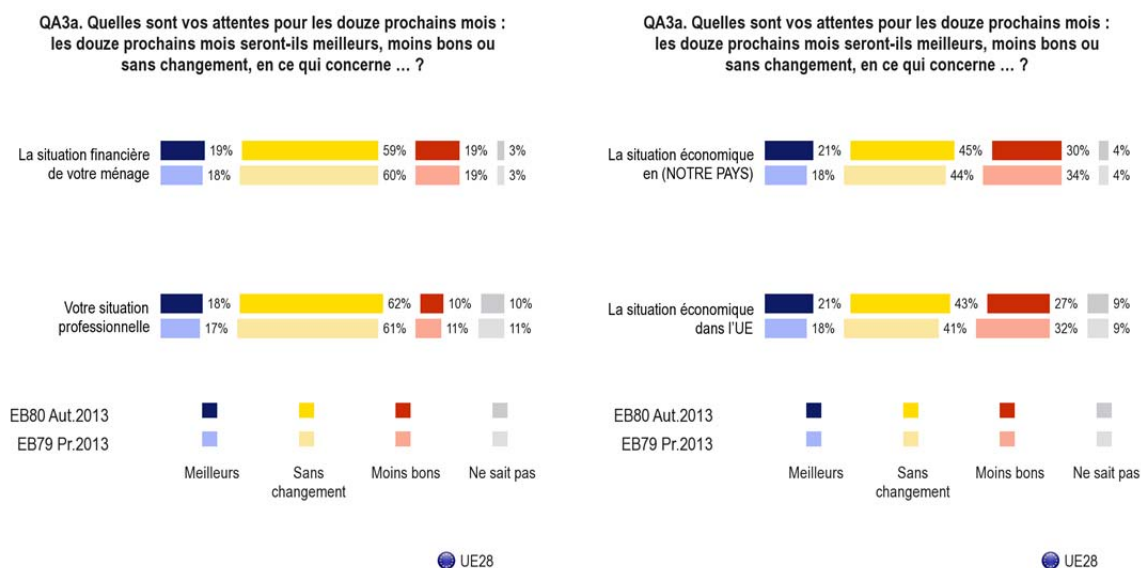
QA2a.1 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
La situation de l'économie (NATIONALITE)

	Total 'Bonne'	Diff. Aut.2013- Pr.2013	Total 'Mauvaise'	Diff. Aut.2013- Pr.2013	Ne sait pas	Diff. Aut.2013- Pr.2013
 UE28	31%	+5	68%	-4	1%	-1
ZONE EURO	30%	+2	69%	-2	1%	=
HORS ZONE EURO	33%	+10	65%	-10	2%	=
 DK	74%	+16	24%	-17	2%	+1
 UK	38%	+14	60%	-14	2%	=
 PL	35%	+13	61%	-14	4%	+1
 IE	18%	+11	81%	-11	1%	=
 BE	43%	+10	56%	-11	1%	+1
 MT	71%	+9	19%	-9	10%	=
 HU	22%	+7	77%	-7	1%	=
 NL	40%	+6	60%	-5	0%	-1
 RO	14%	+6	85%	-5	1%	-1
 DE	82%	+5	16%	-5	2%	=
 SE	85%	+5	14%	-5	1%	=
 EE	44%	+3	54%	-3	2%	=
 ES	4%	+3	96%	-3	0%	=
 SK	14%	+3	85%	-3	1%	=
 BG	5%	+2	94%	-1	1%	-1
 SI	6%	+2	94%	-2	0%	=
 CZ	15%	+1	85%	-1	0%	=
 FR	7%	+1	91%	-1	2%	=
 CY	3%	+1	97%	-1	0%	=
 LV	21%	+1	77%	-1	2%	=
 EL	2%	=	98%	=	0%	=
 HR	3%	=	96%	-1	1%	+1
 IT	7%	=	93%	=	0%	=
 PT	3%	-1	96%	=	1%	+1
 LT	27%	-2	70%	+1	3%	+1
 LU	72%	-3	26%	+2	2%	+1
 AT	60%	-3	39%	+3	1%	=
 FI	47%	-6	53%	+7	0%	-1

4. ATTENTES POUR LES DOUZE PROCHAINS MOIS : ASPECTS GENERAUX ET PERSONNELS

Les attentes à court terme des Européens dans le domaine économique aux niveaux national et européen se sont améliorées. Une majorité de personnes interrogées continue de penser que la situation restera « sans changement » durant l'année à venir, avec peu de variations. Toutefois, ceux qui pensent que les prochains mois seront « meilleurs » voient leur nombre augmenter en même temps que diminue le nombre de ceux qui jugent qu'ils seront « moins bons » : ce phénomène s'observe tant au niveau national (« meilleurs » 21%, +3 ; « moins bons » 30%, -4 par rapport au printemps 2013, -10 par rapport à l'automne 2012), qu'au niveau européen (« meilleurs » 21%, +3; « moins bons » 27%, -5). Par conséquent, l'indice d'optimisme⁸ pour les douze prochains mois a augmenté par rapport au printemps 2013 (de -16 à -9 en ce qui concerne la situation de l'économie nationale et de -14 à -6 en ce qui concerne la situation de l'économie européenne).

Les attentes des personnes interrogées relatives à la situation de leur ménage et de leur emploi n'ont quant à elles que peu évolué par rapport au printemps 2013 : environ six personnes interrogées sur dix continuent à penser qu'il n'y aura pas de changement au cours des douze prochains mois dans la situation financière de leur ménage (59%, -1) ou dans leur situation professionnelle (62%, +1). La proportion de personnes interrogées considérant les douze prochains mois comme « meilleurs » augmente d'un point (à 19% et 18% respectivement), tandis que la proportion de celles les considérant comme « moins bons » reste inchangée pour la situation financière du ménage (à 19%) et a légèrement diminué pour la situation professionnelle (10%, -1).
































⁸ Différence entre la proportion des réponses « meilleurs » et la proportion des réponses « moins bons ».

5. ATTENTES POUR LES DOUZE PROCHAINS MOIS CONCERNANT L'ÉCONOMIE AU NIVEAU NATIONAL : RESULTATS NATIONAUX ET EVOLUTION

Dans 20 Etats membres, la majorité des personnes interrogées pense que les douze prochains mois seront « sans changement » en ce qui concerne la situation économique de leur pays. Dans six Etats membres, c'est la réponse « moins bons » qui prévaut : à Chypre (72%), en Grèce (63%), au Portugal (57%), en Slovénie (56%), en Italie (44%) et en Croatie (42%). A l'inverse, une majorité de personnes interrogées considère que la situation économique de leur pays s'améliorera dans deux pays : à Malte (42%) et aux Pays-Bas (42%). C'est la première fois depuis le printemps 2011 (EB75) que, dans certains pays, une majorité de personnes interrogées pense que la situation économique nationale va s'améliorer dans les douze prochains mois : dans tous les Eurobaromètre Standard entre le printemps 2011 (EB75) et le printemps 2013 (EB79) et dans tous les Etats membres de l'UE, les personnes interrogées s'étant déclarées optimistes sur l'année à venir ont toujours été moins nombreuses que celles ayant estimé que la situation économique allait rester « sans changement » ou allait être moins bonne.

Dans l'ensemble, l'optimisme à l'égard de la situation de l'économie nationale dans les douze prochains mois s'est renforcé dans 20 pays, de manière la plus frappante aux Pays-Bas (42%, +19 pour les réponses « meilleurs » par rapport au printemps 2013), au Danemark (44%, +8) et en Irlande (28%, +8). A l'inverse, l'optimisme perd du terrain dans huit pays.

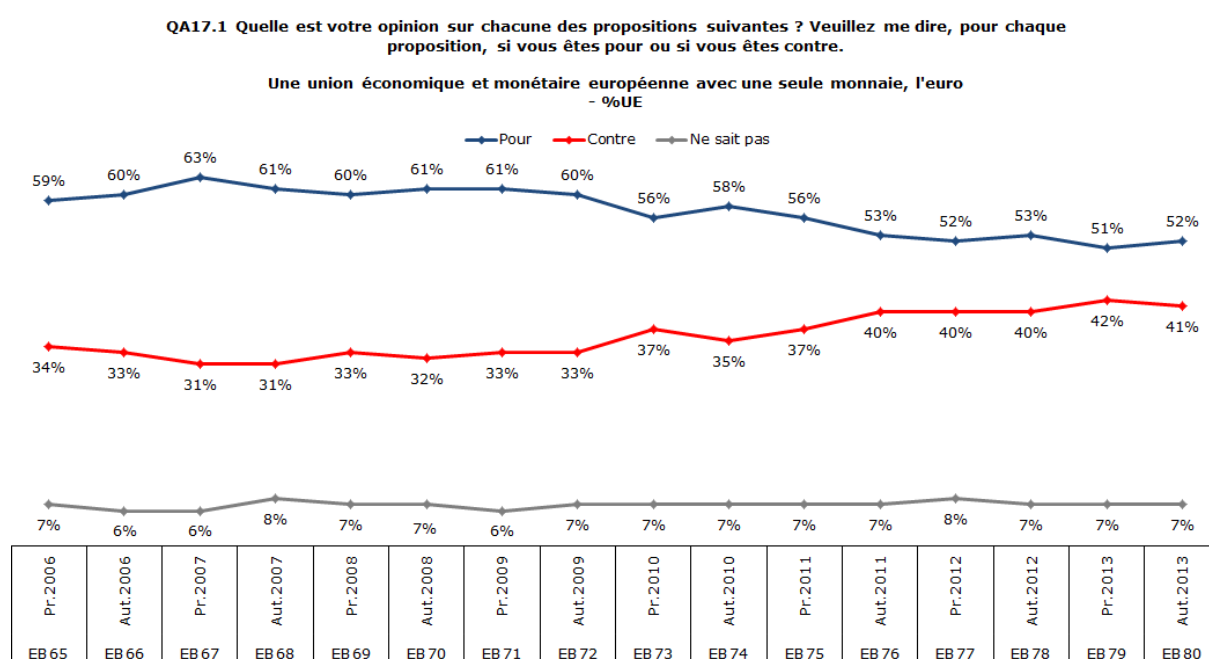
QA3a.2 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
La situation économique en (NOTRE PAYS)

		Meilleurs	Diff. Aut.2013- Pr.2013	Sans change- ment	Diff. Aut.2013- Pr.2013	Moins bons	Diff. Aut.2013- Pr.2013	Ne sait pas	Diff. Aut.2013- Pr.2013
	UE28	21%	+3	45%	+1	30%	-4	4%	=
	ZONE EURO	19%	+2	45%	+1	32%	-4	4%	+1
	HORS ZONE EURO	24%	+3	44%	-1	28%	-2	4%	=
	NL	42%	+19	38%	-6	19%	-13	1%	=
	DK	44%	+8	49%	-5	6%	-3	1%	=
	IE	28%	+8	42%	+4	27%	-13	3%	+1
	MT	42%	+7	35%	-2	7%	=	16%	-5
	UK	33%	+7	40%	-5	24%	-1	3%	-1
	BE	26%	+6	48%	+6	26%	-12	0%	=
	HU	23%	+6	45%	-2	30%	-4	2%	=
	ES	20%	+5	49%	+3	29%	-8	2%	=
	FI	30%	+5	49%	-5	19%	=	2%	=
	PT	11%	+4	27%	+2	57%	-5	5%	-1
	DE	17%	+3	62%	+3	18%	-5	3%	-1
	AT	27%	+3	48%	-3	21%	-1	4%	+1
	PL	16%	+3	46%	+4	32%	-8	6%	+1
	SI	12%	+3	29%	+4	56%	-8	3%	+1
	SK	19%	+3	47%	+3	33%	-5	1%	-1
	EL	13%	+2	24%	-2	63%	+1	0%	-1
	FR	19%	+2	40%	+1	37%	-2	4%	-1
	RO	21%	+2	38%	-6	34%	+3	7%	+1
	CZ	12%	+1	51%	+8	36%	-9	1%	=
	EE	30%	+1	52%	=	15%	-1	3%	=
	HR	19%	-1	38%	-1	42%	+3	1%	-1
	LU	17%	-2	47%	+2	28%	-6	8%	+6
	BG	12%	-3	47%	+5	32%	=	9%	-2
	CY	7%	-4	19%	+1	72%	+5	2%	-2
	LV	22%	-4	54%	=	20%	+4	4%	=
	SE	23%	-4	61%	+6	13%	-3	3%	+1
	IT	15%	-5	35%	+1	44%	+3	6%	+1
	LT	24%	-6	52%	+2	20%	+5	4%	-1

IV. LA CRISE

1. SOUTIEN EN FAVEUR D'UNE UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE EUROPEENNE AVEC UNE SEULE MONNAIE, L'EURO : TENDANCE

Le soutien en faveur d'une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro, reste à peu près stable, plus de la moitié des Européens se prononçant en sa faveur (52%, +1 par rapport au printemps 2013) et 41% s'y déclarant opposés (-1). C'est la première fois depuis l'Eurobaromètre Standard de l'automne 2010 (EB74) que l'opposition à l'égard de l'euro est en baisse, même si cette baisse est très limitée.

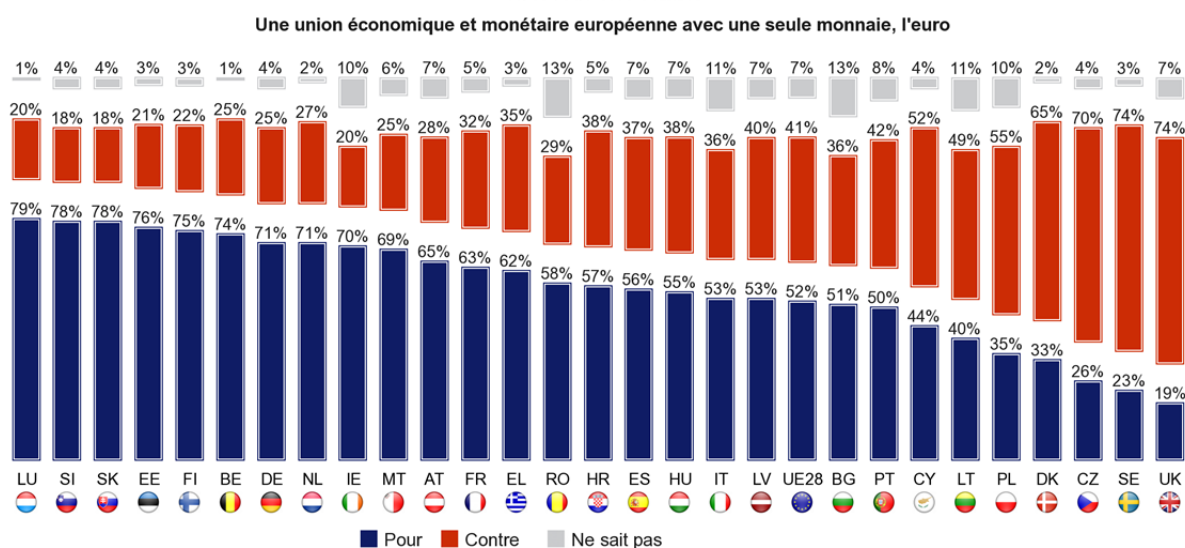


2. SOUTIEN EN FAVEUR D'UNE UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE EUROPEENNE AVEC UNE SEULE MONNAIE, L'EURO : RESULTATS NATIONAUX

Dans 21 Etats membres, une large majorité des personnes interrogées se prononce en faveur de l'euro, les soutiens les plus forts se trouvant au Luxembourg (79%), en Slovénie (78%), en Slovaquie (78%), en Estonie (76%), et en Finlande (75%). A l'inverse, l'opposition prévaut au Danemark (65%), en République tchèque (70%), en Suède (74%) et au Royaume-Uni (74%). Chypre est le seul membre de la zone euro où la majorité de la population se prononce contre l'euro (52%, contre 44% en sa faveur). La Lettonie, qui adoptera l'euro en janvier 2014, est le pays où le soutien à la monnaie unique se renforce le plus (53%, +10, contre 40%, -11) : la majorité de l'opinion est désormais favorable à la monnaie unique.

Le soutien en faveur de l'euro augmente dans la zone euro (63%, +1 point), mais plus encore hors de la zone euro (34%, +5) : toutefois, l'écart reste très important (29 points de pourcentage).

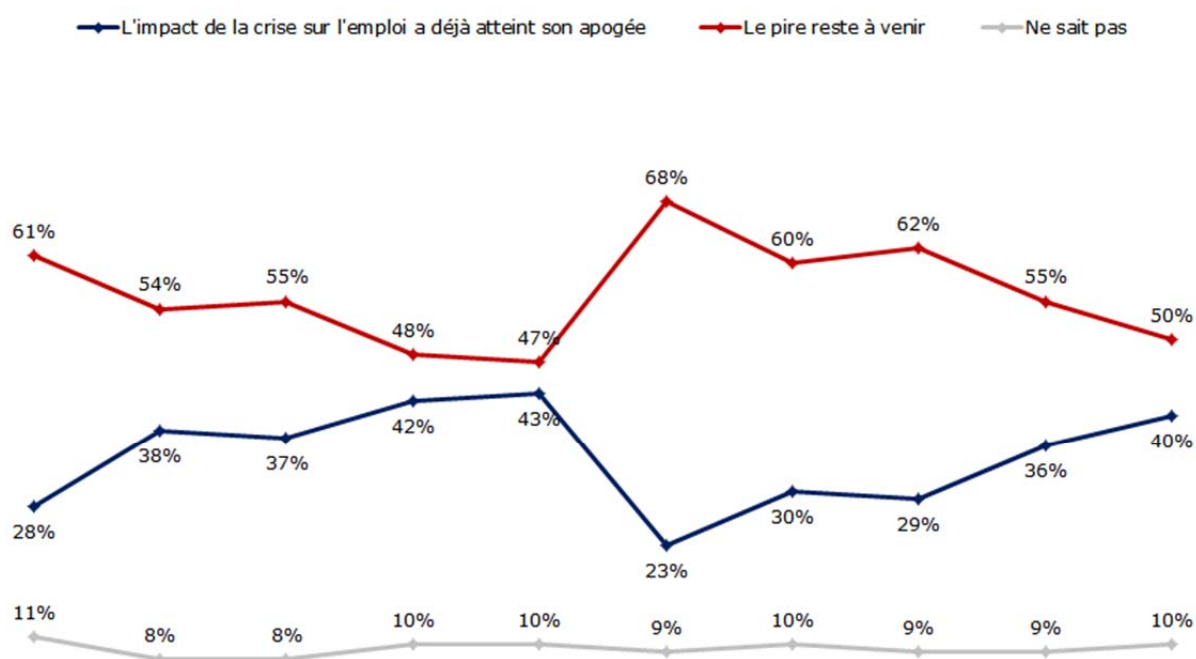
QA17.1. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.



3. IMPACT DE LA CRISE SUR L'EMPLOI : TENDANCE

L'impact de la crise sur l'emploi divise de plus en plus les Européens : la moitié d'entre eux continue de penser que « le pire reste à venir », mais cette proportion est en baisse par rapport au printemps 2013 (50%, -5 points de pourcentage). A l'inverse, le sentiment selon lequel « l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée » gagne du terrain (40%, +4). Par rapport à l'Eurobaromètre Standard de l'automne 2011 (EB76), ces évolutions sont plus marquées : -18 pour « le pire reste à venir » et +17 pour « a déjà atteint son apogée ».

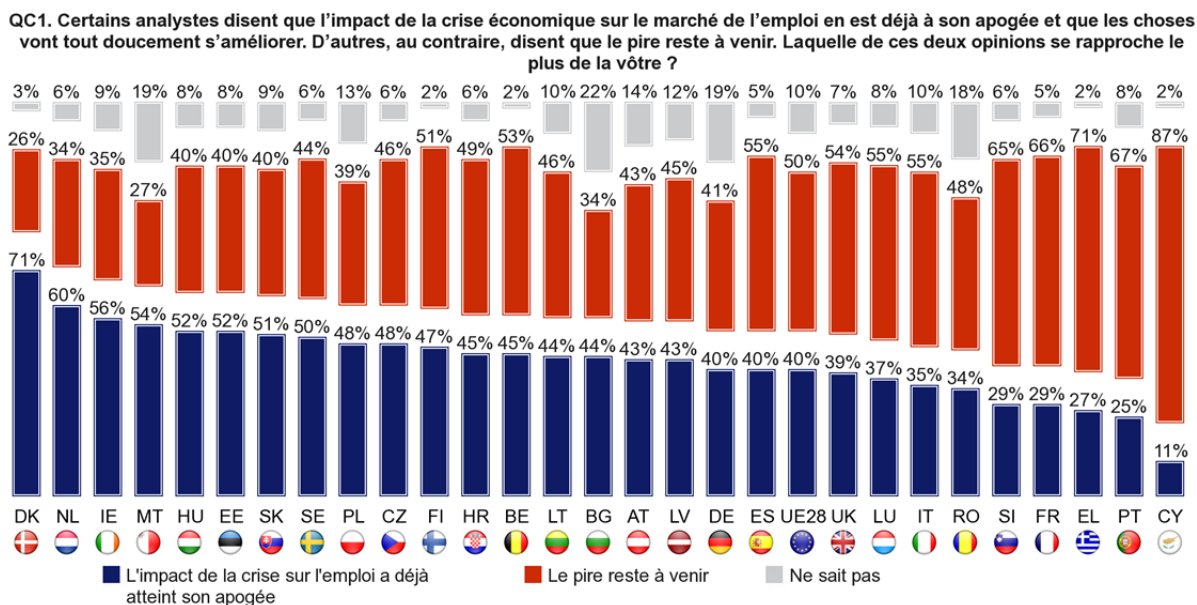
QC1. (...) Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ? -%UE



mai-juin 2009	Aut. 2009	Pr. 2010	Aut. 2010	Pr. 2011	Aut. 2011	Pr. 2012	Aut. 2012	Pr. 2013	Aut. 2013
EB71.2	EB72	EB73	EB74	EB75	EB76	EB77	EB78	EB79	EB80






























4. IMPACT DE LA CRISE SUR L'EMPLOI : RESULTATS NATIONAUX ET EVOLUTIONS

Dans 11 Etats membres, une majorité de la population estime que l'impact de la crise sur l'emploi « a déjà atteint son apogée » (ils n'étaient que huit pays dans ce cas au printemps 2013). Ce taux est le plus important au Danemark, où 71% des personnes interrogées sont de cet avis. Le sentiment que « le pire reste à venir » domine dans 16 Etats membres (pour 19 au printemps 2013), avec en tête Chypre (87%), la Grèce (71%), le Portugal (67%), la France (66%) et la Slovaquie (65%). En Autriche, l'opinion publique est parfaitement partagée sur cette question (43% contre 43%).



Le sentiment que l'impact de la crise sur l'emploi « a déjà atteint son apogée » se renforce dans 20 Etats membres. Les évolutions les plus marquantes concernent l'Irlande (56%, +16 par rapport au printemps 2013), les Pays-Bas (60%, +14), et la Pologne (48%, +12). Dans ces trois Etats membres, c'est désormais la majorité des personnes interrogées qui est de cet avis, alors qu'elles ne représentaient qu'une minorité au printemps 2013. C'est également le cas en République tchèque et en Suède. A l'inverse, le sentiment que « le pire reste à venir » est légèrement plus répandu dans huit pays : la Lituanie et la Lettonie ont rejoint le groupe des pays dans lesquels une majorité de la population partage cet avis.

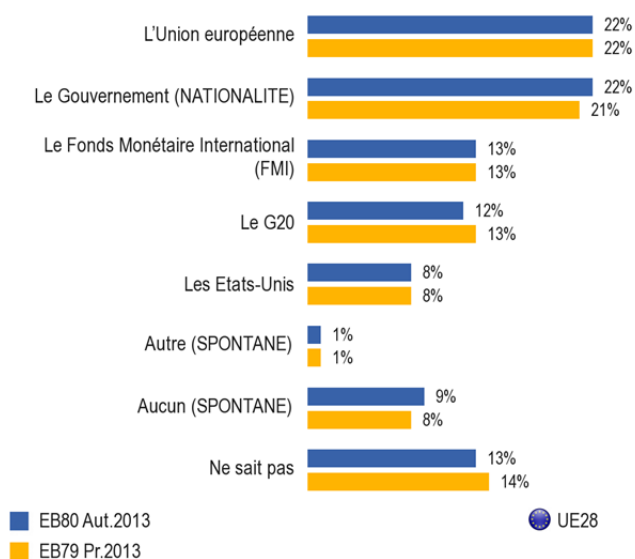
QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

		Le pire reste à venir	Diff. Aut.2013-Pr.2013	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff. Aut.2013-Pr.2013	Ne sait pas	Diff. Aut.2013-Pr.2013
	UE28	50%	-5	40%	+4	10%	+1
	ZONE EURO	53%	-5	37%	+4	10%	+1
	HORS ZONE EURO	46%	-4	44%	+4	10%	=
	CY	87%	+4	11%	-3	2%	-1
	LT	46%	+4	44%	-5	10%	+1
	RO	48%	+4	34%	-5	18%	+1
	BG	34%	+3	44%	-3	22%	=
	EL	71%	+3	27%	-3	2%	=
	LV	45%	+3	43%	-3	12%	=
	IT	55%	+1	35%	+1	10%	-2
	AT	43%	+1	43%	-1	14%	=
	EE	40%	-1	52%	-1	8%	+2
	HU	40%	-1	52%	+3	8%	-2
	FR	66%	-2	29%	+3	5%	-1
	HR	49%	-2	45%	+2	6%	=
	UK	54%	-3	39%	+2	7%	+1
	FI	51%	-5	47%	+6	2%	-1
	LU	55%	-6	37%	+2	8%	+4
	SK	40%	-6	51%	+5	9%	+1
	BE	53%	-7	45%	+7	2%	=
	ES	55%	-7	40%	+7	5%	=
	MT	27%	-7	54%	+5	19%	+2
	DE	41%	-8	40%	+6	19%	+2
	PT	67%	-8	25%	+6	8%	+2
	SI	65%	-8	29%	+6	6%	+2
	SE	44%	-9	50%	+8	6%	+1
	DK	26%	-10	71%	+11	3%	-1
	CZ	46%	-11	48%	+9	6%	+2
	PL	39%	-12	48%	+12	13%	=
	IE	35%	-16	56%	+16	9%	=
	NL	34%	-16	60%	+14	6%	+2

5. QUI PEUT AGIR LE PLUS EFFICACEMENT CONTRE LA CRISE ?

La hiérarchie des acteurs les mieux placés pour agir efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique est presque inchangée depuis le printemps 2013 : l'UE est encore considérée comme l'acteur le mieux placé (22%, inchangé) mais partage désormais cette place avec le gouvernement national, qui a légèrement progressé (22%, +1). Le FMI occupe la troisième place (13%, inchangé), juste devant le G20 (12%, -1).

QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?



V. EUROPE 2020

1. IMPORTANCE PERÇUE DES INITIATIVES DE LA STRATEGIE EUROPE 2020

Une majorité absolue d'Européens estime que les sept initiatives de la stratégie Europe 2020 sont importantes. La proportion oscille entre 51% pour « développer l'e-économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE » et 81% pour « aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société ». Ce sentiment est plus répandu que dans l'enquête du printemps 2013 : si la proportion de personnes interrogées jugeant « importantes » ces initiatives a diminué ou est restée stable entre l'automne 2012 (EB78) et le printemps 2013 (EB79), elle augmente à présent pour six initiatives (avec des progressions variant de +1 à +3 points) et reste stable pour la septième.

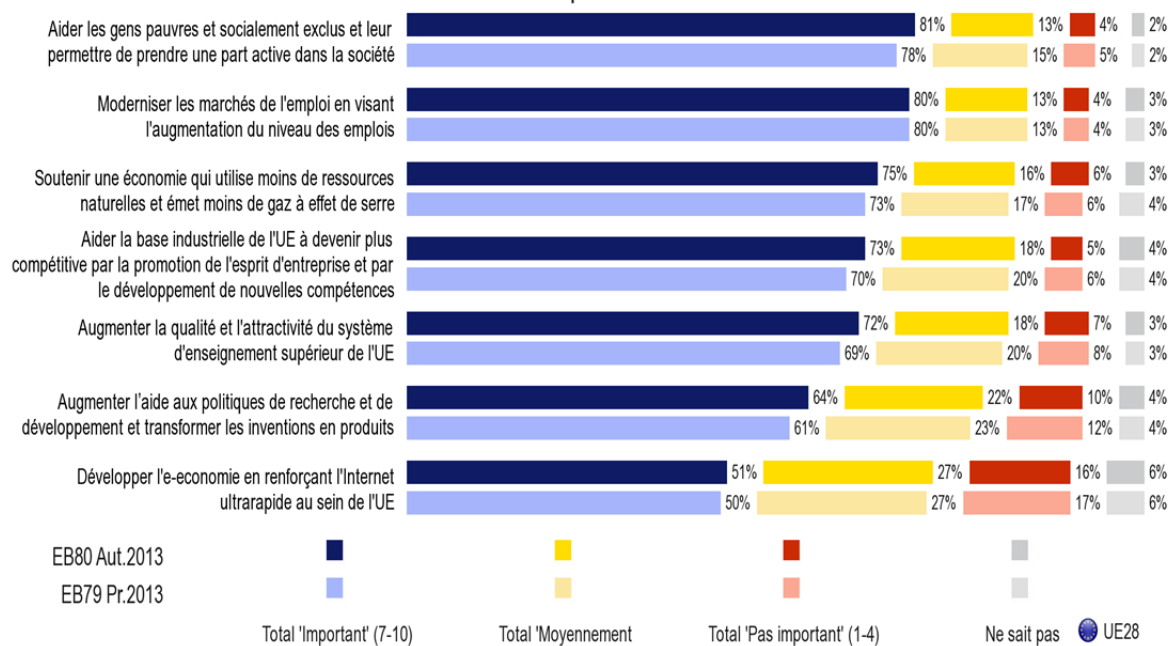
Cinq des initiatives d'Europe 2020 sont perçues comme importantes par plus de sept Européens sur dix. La première place revient à « aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société » (81%, +3). Huit Européens sur dix jugent important de « moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois » (80%, inchangé) et 75% considèrent qu'il est important de « soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre » (+2). Environ trois quarts des Européens jugent également important d'« aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences » (73%, +3) et d'« augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE » (72%, +3).

Près des deux tiers des Européens pensent qu'il est important d'« augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits » (64%, +3). Malgré une légère augmentation de la proportion de ceux considérant comme important de « développer l'e-économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE », cette initiative est celle qui continue à diviser le plus les Européens (51% la jugent « importante », +1, contre 16% qui la jugent « pas importante », -1).

Depuis l'intégration de cette question au printemps 2010 (EB73)⁹, l'importance perçue de toutes les initiatives a augmenté, avec des hausses variant de deux à cinq points pour cinq des sept initiatives.

⁹ La Commission européenne a lancé la stratégie Europe 2020 en mars 2010 afin de préparer l'économie européenne aux principaux enjeux et défis de la décennie 2010-2020.
http://ec.europa.eu/europe2020/index_fr.htm

QB1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".



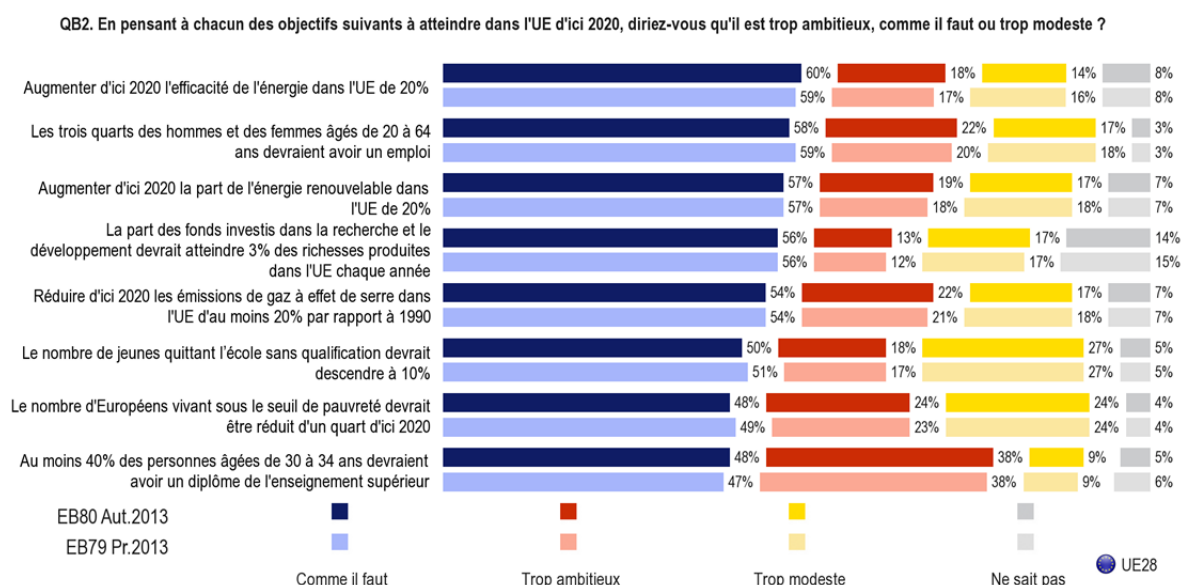
2. LES OBJECTIFS D'EUROPE 2020

Les huit objectifs de la stratégie Europe 2020 sont jugés « comme il faut » par une majorité d'Européens, dans des proportions assez stables ou inchangées depuis le printemps 2013.

Pour six Européens sur dix, « augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20% » constitue un objectif crédible : 60% pensent que c'est un objectif « comme il faut » (+1 par rapport au printemps 2013). De plus, 58% considèrent crédible qu'en 2020 « les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi » et 57% estiment qu'« augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20% » est « comme il faut » (inchangé). Viennent ensuite « la part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année » (56%, inchangé) et « réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990 » (54%, inchangé).

La moitié des Européens trouve raisonnable que « le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification devrait descendre à 10% », la proportion étant similaire pour « le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020 » (48%, -1) et « au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans devraient avoir un diplôme de l'enseignement supérieur » (48%, +1).

Une analyse sur le long terme fait apparaître que, depuis le printemps 2010, la crédibilité perçue de ces divers objectifs est soit restée inchangée (pour « augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20% », à 60%, et « la part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année », à 56%), soit en baisse (pour les six autres objectifs, les baisses variant de -1 à -5 points).

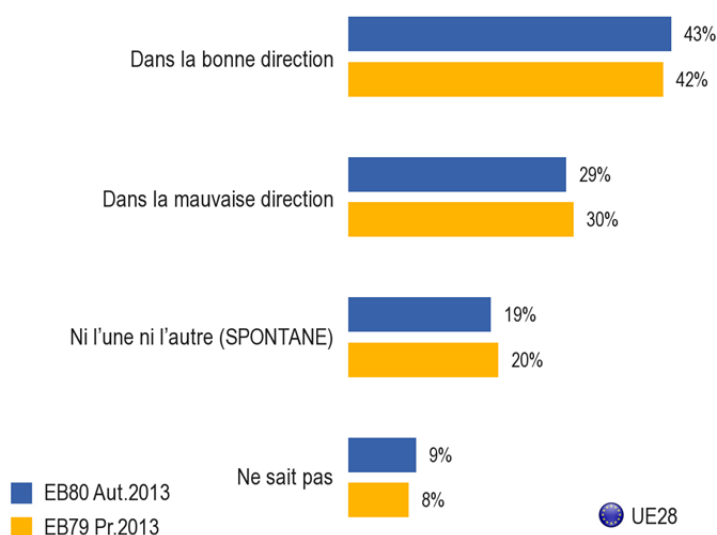


3. BILAN

Une majorité relative des citoyens européens considère que l'Union européenne va « dans la bonne direction » pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux (43%), en légère hausse par rapport au printemps 2013 (+1). Sur le long terme, cette opinion s'est progressivement, quoique modérément, renforcée lors de chaque enquête Eurobaromètre Standard menée depuis l'automne 2011 (de 38% à 43%). Environ trois Européens sur dix pensent que l'UE va « dans la mauvaise direction » (29%, -1) et moins d'un Européen sur cinq répond *spontanément* que l'UE ne va ni dans la bonne, ni dans la mauvaise direction (19%, -1).

Au sein de la zone euro, une majorité relative estime que l'UE va « dans la bonne direction » (38%, +1, contre 33%, +1). En dehors de la zone euro, cette opinion est plus répandue et représente une majorité absolue (51%, +1, contre 24%, -2).

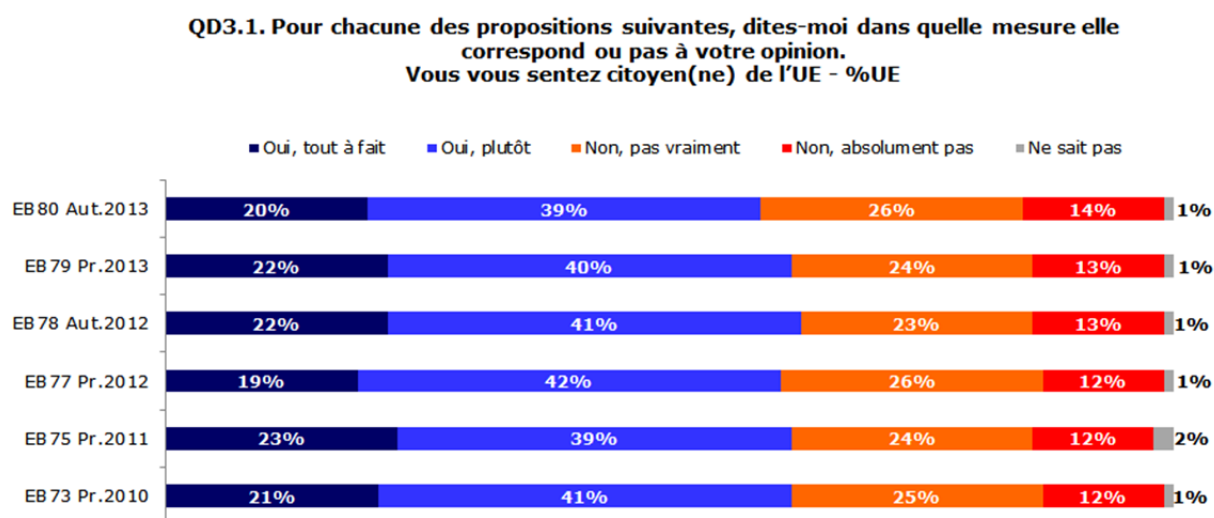
QB3. Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?



VI. LA CITOYENNETE EUROPEENNE

1. LE SENTIMENT DE CITOYENNETE EUROPEENNE : TENDANCE

Près de six Européens sur dix se sentent citoyens de l'UE (59%, -3 points par rapport au printemps 2013). A l'inverse, quatre sur dix ne se sentent pas citoyens de l'UE (40%, +3). Cette baisse de trois points du sentiment d'être un citoyen de l'UE, et la hausse de trois points du sentiment opposé, sont les plus fortes variations observées depuis le printemps 2010 (EB73).



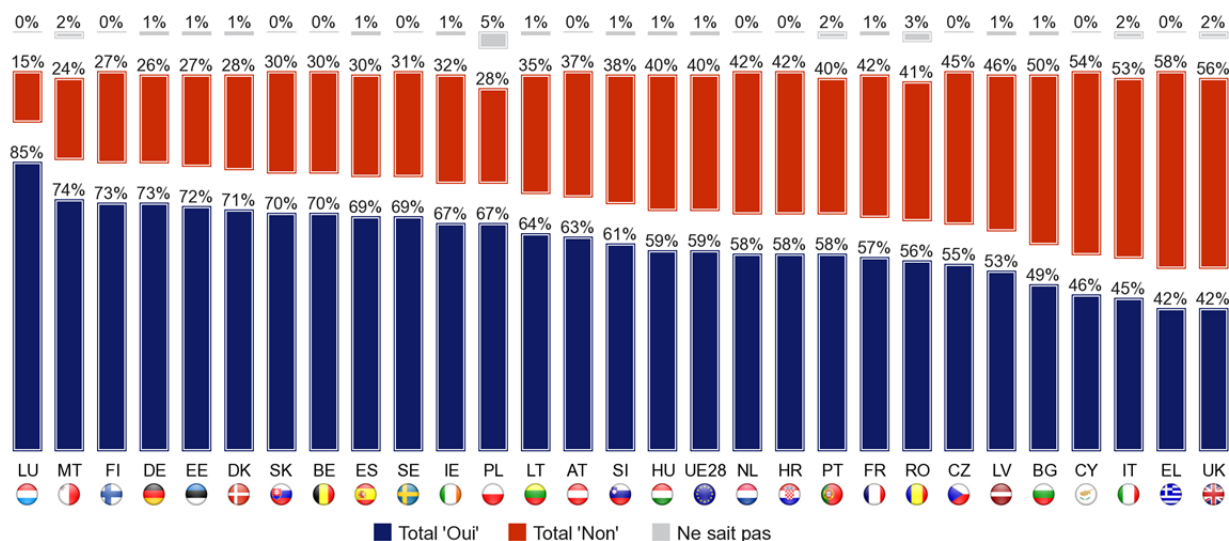
2. LE SENTIMENT DE CITOYENNETE EUROPEENNE : RESULTATS NATIONAUX

Dans 23 Etats membres de l'UE, une majorité absolue de personnes interrogées se sent citoyen de l'UE : c'est au Luxembourg (85%), à Malte (74%), en Allemagne (73%) et en Finlande (73%) que les proportions sont les plus importantes. La Grèce (42%), le Royaume-Uni (42%), l'Italie (45%), Chypre (46%) et la Bulgarie font figure d'exceptions. Dans ce dernier pays, les personnes interrogées sont quasiment divisées à parts égales (49%, contre 50% qui ne se sentent pas citoyens de l'UE). Après une baisse de 7 points, l'Italie a rejoint le groupe des pays où une majorité de la population ne se sent pas citoyen de l'UE.

Le sentiment de citoyenneté européenne continue à être plus largement répandu au sein de la zone euro (62%) qu'en dehors de la zone euro (54%). Toutefois, il s'affaiblit dans ces deux zones (-2 et -3 points respectivement).

QD3.1. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.

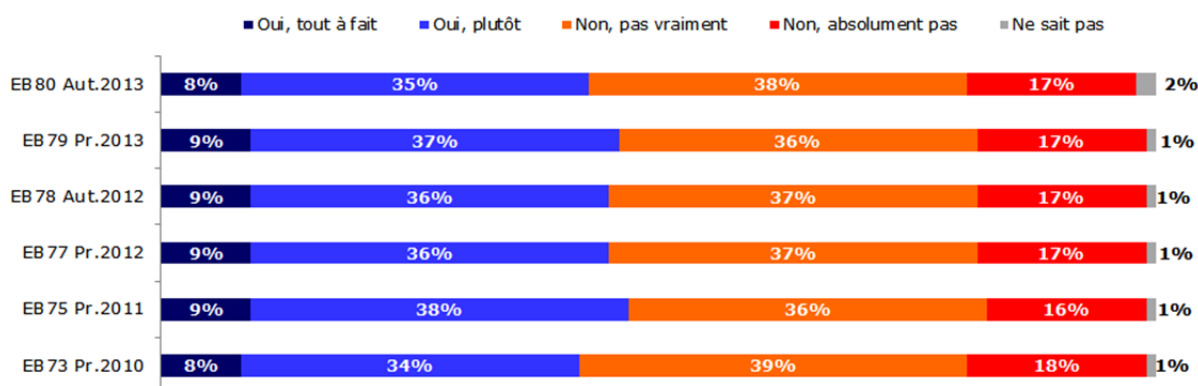
Vous vous sentez citoyen(ne) de l'UE



3. CONNAISSANCE DES DROITS DU CITOYEN EUROPEEN : TENDANCE

Une minorité significative d'Européens indique connaître ses droits en tant que citoyen européen (43%, -3 points par rapport au printemps 2013). Une large majorité des Européens déclare cependant encore ne pas les connaître (55%, +2). Après avoir oscillé entre 45% et 47% entre le printemps 2011 (EB75) et le printemps 2013 (EB79), la proportion d'Européens déclarant connaître leurs droits en tant que citoyen européen se rapproche désormais du niveau enregistré au printemps 2010 (EB73), lorsque la question a été introduite pour la première fois (42%).

QD3.2. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.
Vous connaissez vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE - %UE

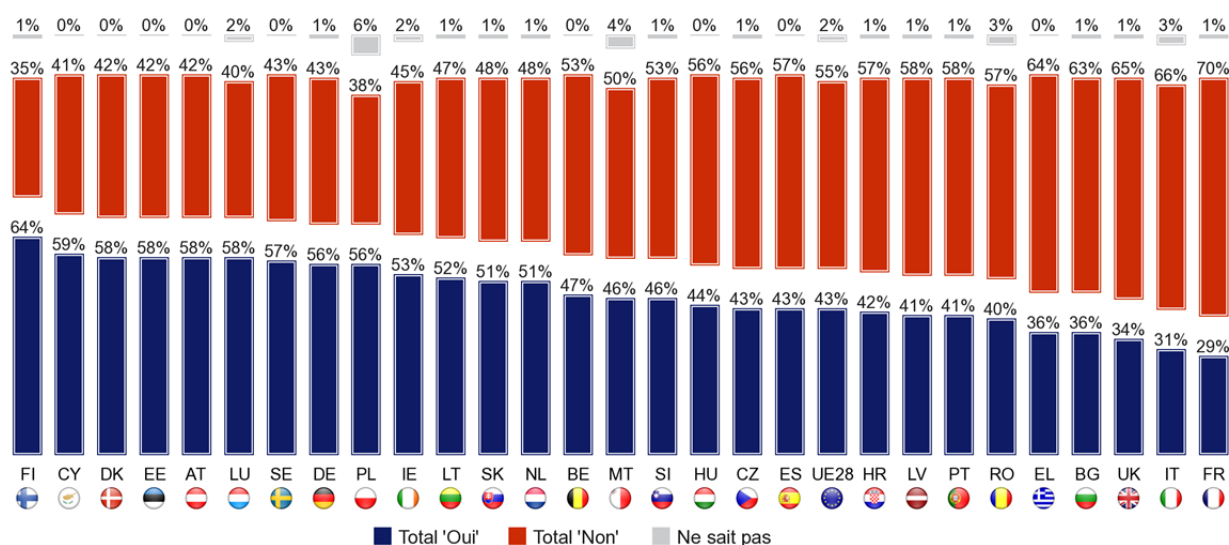


4. CONNAISSANCE DES DROITS DU CITOYEN EUROPEEN : RESULTATS NATIONAUX

La connaissance subjective des droits du citoyen européen varie selon les Etats membres : dans 13 pays, une nette majorité de la population déclare connaître ses droits en tant que citoyen européen (contre 14 pays au printemps 2013). La Finlande (64%), Chypre (59%) et le Luxembourg, le Danemark, l'Estonie et l'Autriche (58% dans chacun de ces pays) affichent les niveaux les plus élevés. Dans 15 Etats membres, une minorité de citoyens déclare connaître ses droits. Les niveaux les plus faibles concernent la France (29%), l'Italie (31%) et le Royaume-Uni (34%).

QD3.2. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.

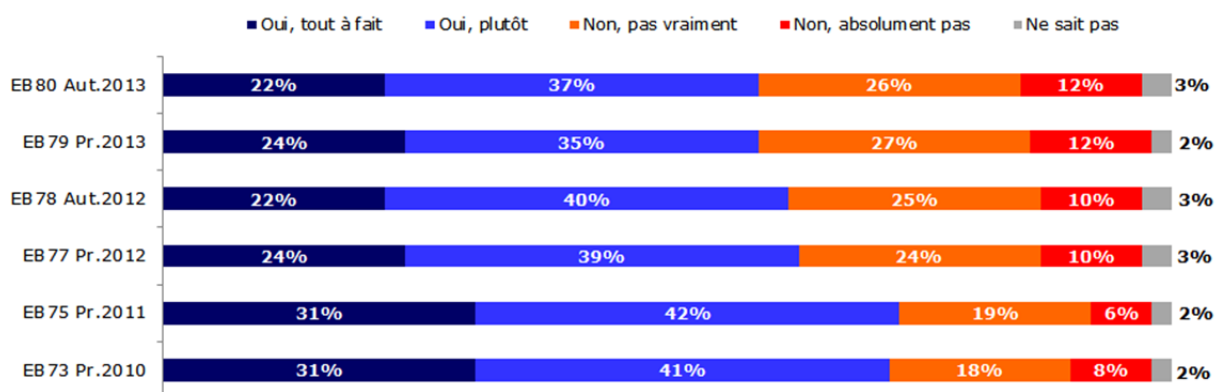
Vous connaissez vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE



5. INFORMATION SUR LES DROITS DU CITOYEN EUROPEEN : TENDANCE

Une large majorité de citoyens européens souhaite en savoir plus sur ses droits en tant que citoyen européen (59%). Si cette proportion a connu une baisse quasiment ininterrompue depuis le printemps 2010 (passant de 72% à 59% au printemps 2013), elle reste stable depuis le printemps 2013. Près de quatre Européens sur dix indiquent ne pas souhaiter en savoir plus sur leurs droits (38%, -1 point par rapport au printemps 2013).

QD3.3. Pour chacun des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.
Vous aimeriez en savoir plus sur vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE - %UE

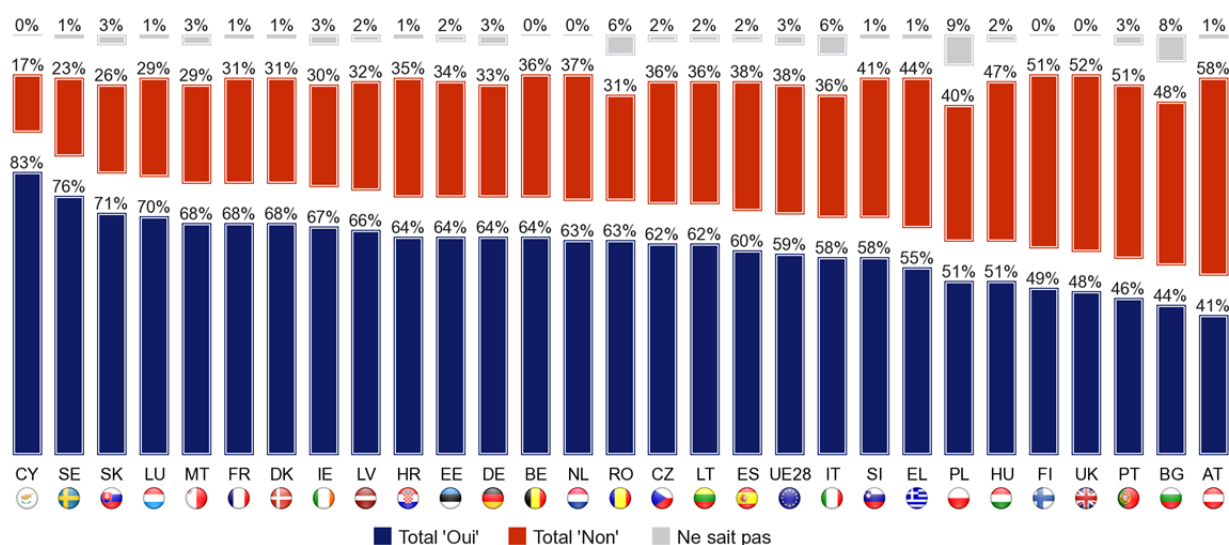


6. INFORMATION SUR LES DROITS DU CITOYEN EUROPEEN : RESULTATS NATIONAUX

Dans une grande majorité des Etats membres de l'UE, la population souhaite en savoir davantage sur les droits du citoyen européen : c'est le cas dans 23 pays, menés par Chypre (83%) et la Suède (76%), deux pays connaissant actuellement des situations économiques très contrastées. Dans cinq Etats membres, les personnes interrogées déclarant souhaiter en savoir davantage sur leurs droits en tant que citoyen européen représentent une minorité : en Autriche (41%), en Bulgarie (44%), au Portugal (46%), au Royaume-Uni (48%) et en Finlande (49%).

QD3.3. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.

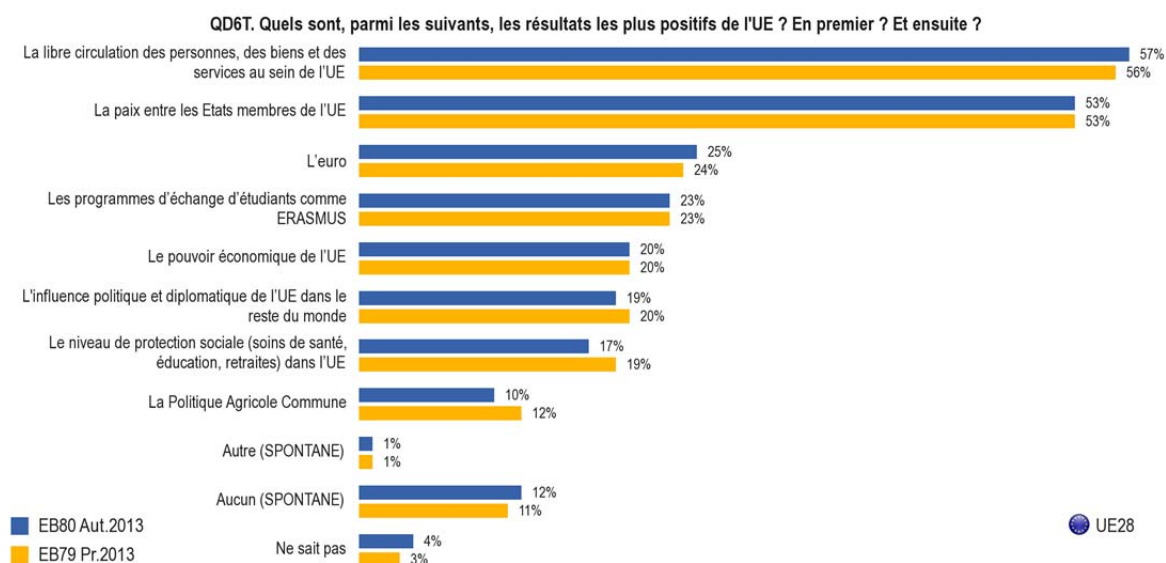
Vous aimeriez en savoir plus sur vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE



7. LES RESULTATS LES PLUS POSITIFS DE L'UNION EUROPEENNE

La hiérarchie des résultats les plus positifs de l'UE reste quasiment inchangée depuis le printemps 2013. Deux résultats continuent à être mentionnés par plus de la moitié des Européens et dominent incontestablement cette hiérarchie : « la libre circulation des personnes, des biens et des services au sein de l'UE » (57%, +1) et « la paix entre les Etats membres de l'UE » (53%, inchangé).

Un second groupe rassemble trois sujets cités par un cinquième à un quart des Européens : « l'euro » (25%, +1), « les programmes d'échange d'étudiants comme ERASMUS » (23%, inchangé) et « le pouvoir économique de l'UE » (20%, inchangé). « L'influence politique et diplomatique de l'UE dans le reste du monde » suit de près (19%, -1), tandis que la baisse de deux points enregistrée par « le niveau de protection sociale (soins de santé, éducation, retraites) dans l'UE » (17%, -2) représente la plus forte variation mesurée pour cette question depuis le printemps 2013. La même tendance à la baisse touche « la Politique Agricole Commune » (10%, -2) et confirme sa position en bas de la liste. Une proportion significative d'Européens indique *spontanément* n'identifier « aucun » résultat positif de l'UE (12%, +1).



CONCLUSION

D'après les résultats de cette enquête Eurobaromètre Standard réalisée en novembre 2013 (EB80), l'évolution négative qui caractérisait l'opinion des Européens à l'égard de l'UE et de ses institutions semble s'être interrompue. Si ces indicateurs continuent à afficher des niveaux plutôt bas, certains restent stables (confiance dans l'UE) tandis que d'autres se redressent, légèrement (l'image de l'UE), ou significativement (le futur de l'UE).

L'économie continue à dominer les préoccupations des Européens à tous les niveaux (personnel, national et européen), mais la tendance identifiée dans l'enquête précédente du printemps 2013 (EB79) se confirme : ces préoccupations économiques deviennent moins marquantes (y compris la crainte du chômage, qui avait progressé entre l'automne 2012 et le printemps 2013). Dans le même temps, les thèmes sociaux deviennent des sujets de préoccupation croissants, quoique à un degré moindre que les thèmes économiques. Cela est particulièrement vrai de l'immigration, qui a connu une hausse de six points, après celle de deux points enregistrée entre l'automne 2012 et le printemps 2013.

Les Européens continuent à juger que la situation économique actuelle est mauvaise aux niveaux national et européen. Leurs perceptions se sont toutefois nettement améliorées depuis le printemps 2013. L'écart entre les pays s'est creusé depuis le printemps 2013, poursuivant la tendance observée entre l'automne 2012 et le printemps 2013 : plus de 80 points de pourcentage séparent désormais le pays affichant la perception la plus positive concernant sa situation économique nationale et celui affichant la perception la plus négative. En ce qui concerne les attentes économiques aux niveaux national et européen, l'optimisme a aussi légèrement progressé, même si la majorité des Européens continue à penser que la situation des économies nationale et européenne restera la même.

Le soutien à l'euro reste à peu près stable, plus de la moitié des Européens se prononçant en sa faveur (52%, +1). Il existe encore de fortes disparités entre le soutien au sein de la zone euro (63%, +1) et le soutien en dehors de la zone euro (34%, +5). La moitié des Européens considère que le pire reste à venir quant à l'impact de la crise sur l'emploi, mais l'écart avec ceux qui, au contraire, considèrent qu'il a déjà atteint son apogée, continue à se resserrer : dix points séparent désormais les deux groupes, contre 45 points à l'automne 2011 (EB76). L'Union européenne continue à être considérée comme l'acteur le mieux placé pour agir le plus efficacement contre la crise, au même titre que les gouvernements nationaux.

Les Européens estimant que les sept initiatives de la stratégie Europe 2020 sont importantes sont largement majoritaires, et cette importance perçue s'est même renforcée (pour six initiatives) ou est restée stable (pour l'une des initiatives) depuis le printemps 2013. Une majorité relative d'Européens, en hausse, juge également que l'UE va dans la bonne direction pour sortir de la crise et faire face à de nouveaux défis.

La proportion des Européens qui se sentent citoyens de l'UE représente toujours une majorité absolue. Elle est toutefois en baisse par rapport au printemps 2013. Plus de

quatre Européens sur dix connaissent leurs droits en tant que citoyens de l'UE, mais cette proportion a également diminué par rapport au printemps 2013. La hiérarchie des résultats les plus positifs de l'UE est quasiment inchangée : la libre circulation des personnes, des biens et des services au sein de l'UE et la paix entre les Etats membres de l'UE continuent à être considérés, de loin, comme les résultats les plus positifs de l'UE.

EUROBAROMÈTRE STANDARD 80

L'opinion publique dans l'Union européenne

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 2 et le 17 novembre 2013, TNS opinion & social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 80.1 de l'enquête EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPÉENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et speechwriting ».

La vague 80.1 est l'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 80 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne.

L'enquête EUROBAROMETRE STANDARD 80 a été conduite également dans les cinq pays candidats (la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro et la Serbie) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire.

Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessous.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage
(au niveau de confiance de 95%)

tailles d'échantillon en lignes

résultats observés en colonnes

	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN		POPULATION 15+	PROPORTION UE28
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.063	2/11/13	17/11/13	8.939.546	2,16%
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.027	2/11/13	11/11/13	6.537.510	1,58%
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.000	2/11/13	13/11/13	9.012.443	2,18%
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.001	2/11/13	17/11/13	4.561.264	1,10%
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.543	2/11/13	17/11/13	64.336.389	15,57%
EE	Estonie	TNS Emor	1.004	2/11/13	17/11/13	945.733	0,23%
IE	Irlande	IMS Millward Brown	1.004	3/11/13	17/11/13	3.522.000	0,85%
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	2/11/13	16/11/13	8.693.566	2,10%
ES	Espagne	TNS Spain	1.012	2/11/13	17/11/13	39.127.930	9,47%
FR	France	TNS Sofres	1.027	2/11/13	17/11/13	47.756.439	11,56%
HR	Croatie	Puls	1.000	2/11/13	16/11/13	3.749.400	0,91%
IT	Italie	TNS Italia	1.000	2/11/13	14/11/13	51.862.391	12,55%
CY	Rép. de Chypre	Synovate	503	2/11/13	17/11/13	838.897	0,20%
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.007	2/11/13	17/11/13	1.447.866	0,35%
LT	Lituanie	TNS LT	1.030	2/11/13	17/11/13	2.829.740	0,69%
LU	Luxembourg	TNS ILReS	508	2/11/13	12/11/13	434.878	0,11%
HU	Hongrie	TNS Hoffmann	1.000	2/11/13	17/11/13	8.320.614	2,01%
MT	Malte	MISCO	500	2/11/13	17/11/13	335.476	0,08%
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.019	2/11/13	17/11/13	13.371.980	3,24%
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.032	2/11/13	17/11/13	7.009.827	1,70%
PL	Pologne	TNS Polska	1.000	2/11/13	17/11/13	32.413.735	7,85%
PT	Portugal	TNS Portugal	1.047	2/11/13	17/11/13	8.414.215	2,04%
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.069	2/11/13	12/11/13	18.246.731	4,42%
SI	Slovénie	RM PLUS	1.086	3/11/13	17/11/13	1.759.701	0,43%
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.000	2/11/13	17/11/13	4.549.955	1,10%
FI	Finlande	TNS Gallup	1.002	2/11/13	17/11/13	4.440.004	1,07%
SE	Suède	TNS Sifo	1.019	2/11/13	17/11/13	7.791.240	1,89%
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.326	2/11/13	17/11/13	51.848.010	12,55%
TOTAL UE28			27.829	2/11/13	17/11/13	413.097.480	100%*
CY(tcc)	Comm. chypriote turque	Kadem	500	2/11/13	17/11/13	143.226	
TR	Turquie	TNS PIAR	1.001	2/11/13	17/11/13	54.844.406	
MK	Ancienne Rép. Yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.048	2/11/13	8/11/13	1.678.404	
IS	Islande	Capacent	500	2/11/13	17/11/13	252.277	
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	499	2/11/13	17/11/13	492.265	
RS	Serbie	TNS Medium Gallup	1.034	2/11/13	17/11/13	6.409.693	
TOTAL			32.411	2/11/13	17/11/13	476.917.751	

* Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans ce tableau peut dépasser 100% en raison des arrondis